

SÉNAT DE BELGIQUE

SÉANCE DU 18 DÉCEMBRE 1945.

Rapport de la Commission de l'Instruction publique chargée d'examiner le Projet de loi contenant le Budget du Ministère de l'Instruction publique pour l'exercice 1945.

(Voir le document n° 5-IX du Sénat.)

Présents : MM. CATTEAU, président; BRIFAUT, DE BRUYNE, DESMET (Pierre), GILBART, HANQUET, HANS, LEGRAND, LEYSEN, MISSIAEN, ROMBAUT, R. P. RUTTEN, Mme SPAAK, MM. VERMEYLEN, YERNAUX et MATAGNE, rapporteur.

INTRODUCTION.

Le budget examiné peut être chiffré comme suit :

Article premier. — Crédits couvrant pour 1945 :

1 ^o les dépenses ordinaires du Ministère de l'Instruction publique	fr.	2,335,124,690
2 ^o les dépenses exceptionnelles		39,612,250
soit, pour l'article premier.	fr.	2,374,736,940

Article deuxième. — Crédits couvrant les

Dépenses résultant de la guerre	fr.	23,757,360
Total du budget.	fr.	2,398,494,300

soit, à peu de chose près : **2 milliards 400 millions de francs.**

Les dépenses ordinaires absorbent donc 97 p. c. du budget.

Parmi les dépenses ordinaires, le poste qui dépasse en importance et, de très loin, tous les autres, est constitué par les traitements d'activité des fonctionnaires, professeurs, employés et gens de service, par les indemnités familiales, de résidence, de naissance, de dernière maladie et de funérailles, etc. Ce poste atteint près de 2,095 millions soit environ 87 p. c. de l'ensemble du budget ou 90 p. c. du montant des dépenses ordinaires.

Il est notoire que l'accumulation des chiffres revêt un aspect rébarbatif pour beaucoup de personnes.

Aussi le rapporteur n'entend-il point chiffrer les dépenses relatives en particulier soit à l'Administration centrale, soit à l'enseignement supérieur, à l'enseignement moyen, à l'enseignement normal, à l'enseignement primaire, soit aux beaux-arts, encore que cela pouvait être utile.

Mais il croit souhaitable, vu l'intérêt que beaucoup attachent à l'enseignement technique, de remarquer que l'ensemble des dépenses consacrées à cet enseignement s'élève à un peu plus de 336 millions de francs soit environ 14 p. c. des dépenses mentionnées à la section des dépenses ordinaires et à celles des dépenses exceptionnelles du budget.

* * *

Enfin, désireux de répondre à une question que se posent plusieurs sénateurs, il convient de confronter les budgets de l'immédiat avant-guerre et celui d'à présent :

Budget du Ministère de l'Instruction Publique	En 1939	En 1940	En 1945
Dépenses ordinaires fr.	1,221,973,874	1,296,897,679	2,335,124,690
Dépenses exceptionnelles	12,986,500	11,185,700	39,612,250
Dépenses résultant de la guerre . .	—	—	23,757,360
TOTAUX . . . fr.	1,234,960,374	1,308,083,379	2,398,494,300

Un membre de la Commission de l'Instruction publique a fait, à propos du présent budget, quelques observations d'autant plus générales qu'elles s'appliquent à tous les budgets.

Il considère — et comment n'eut-il pas recueilli l'approbation de ses collègues ? — que le budget de 1945 étant déposé fort tardivement, les dépenses de 1945 seront épuisées avant même que le budget vienne en discussion au Sénat.

Il estime que la comparaison des dépenses de 1944 et de 1945 n'a aucun sens. Il voudrait savoir s'il y a quelque fondement dans les critiques répandues sur le gonflement des effectifs de fonctionnaires. Il regrette qu'on croie pouvoir se borner à justifier en 14 pages, le détail des dépenses couvrant 300 pages du projet de loi budgétaire, ce qui rend difficile l'examen du budget.

D'une façon générale, l'examen d'un budget est assurément inconfortable.

C'est pourquoi ceux qui sont chargés de le dresser doivent avoir le souci de la clarté.

Par exemple, si les notes justificatives ne jettent pas la lumière suffisante sur certaines dépenses, le parlementaire soucieux de bien comprendre se trouve incommodé dans son étude du budget.

LA COMMISSION SCOLAIRE

Peut-on s'abstenir de faire une brève allusion à la décision que le gouvernement a prise le jeudi 29 novembre de créer une commission scolaire?

Il s'agit d'une commission extra-parlementaire pour l'étude organique de l'enseignement.

En vérité les Belges partagent leur choix entre deux enseignements solidement installés dans nos traditions et correspondant aux grands courants philosophiques de la population.

Le gouvernement a le souci d'écartier la lutte scolaire et d'y mettre fin. Il croit y arriver en constituant la dite commission qui comprendra une section centrale et des sous-commissions spécialisées (enseignement technique, enseignement primaire, enseignement moyen et enseignement normal).

Le rapporteur croit exprimer l'avis de la Commission sénatoriale de l'instruction publique en formant des vœux pour les succès des travaux de la commission scolaire, travaux qui doivent être clôturés pour le 31 janvier 1946.

ENSEIGNEMENT GARDIEN

Cette appellation est en usage dans le langage courant et au Département de l'Instruction Publique.

Le règlement-type et le programme-type des écoles gardiennes communales datent du 14 juin 1927.

Caractère de l'école.

Il est précisé par l'article 1^{er} du règlement-type :

« L'école gardienne assure la transition entre l'éducation maternelle et l'enseignement primaire. Elle veille au développement physique de l'enfant et le prépare, par un commencement d'éducation intellectuelle, morale et sociale, à recevoir avec fruit l'instruction primaire.

Art. 2. — L'école gardienne accepte les enfants, à partir de 3 ans, jusqu'au moment où ils sont soumis à l'obligation scolaire.

Sous l'empire d'un régime de liberté de fréquentation, les écoles gardiennes étaient au nombre de 4182 au 1^{er} octobre 1939. Le tableau ci-après éclaire la situation :

Écoles gardiennes.

	N O M B R E D E S					
	E C O L E S		C L A S S E S		E L È V E S I N S C R I T S	
	1-10-1939	1-10-1945	1939	1945	1939	1945
Communales	1,586		2,499		66,826	
Adoptées	1,557		3,153		119,515	
Adoptables	1.039		1,673		52,204	
Totaux	4,182		7,325		238,545	

soit une *moyenne par classe* de :

En 1939, 27 élèves, 38 élèves, 31 élèves respectivement et, en 1945,.....
Nous soulignons ceci :

1^o Au jardin d'enfants, l'éducation est affranchie de toute tâche systématique d'instruction autre que l'éducation du langage des enfants;

2^o Les locaux doivent être sains, riants, accueillants, pourvus d'un jardin pour les jeux et occupations en plein air.

Nous bornons là nos réflexions, nous réservant de nous étendre un peu sur le sujet lors du débat sur le budget de l'Instruction Publique.

ENSEIGNEMENT PRIMAIRE.

Reclassement du personnel enseignant.

Nous voulons des maîtres heureux dans des écoles heureuses. C'est poussé par un tel souci, bien sûr, qu'un membre de la Commission, approuvé par tous ses collègues, a souligné la nécessité du reclassement des instituteurs. Le vœu est unanime.

Sait-on que dans le classement des fonctionnaires de l'Etat, le personnel enseignant occupe une position tout-à-fait inférieure?

C'est ainsi qu'une institutrice gardienne est classée sur le même pied que le dernier des agents dont on n'exige que des connaissances primaires; un instituteur primaire se trouve sur un même pied d'égalité avec des commis qui ne possèdent qu'un diplôme de l'enseignement moyen.

Il existe, datant du 10 octobre 1941, c'est-à-dire du régime abhorré de l'occupation nazie, une lettre, adressée au Secrétariat de recrutement, par le Ministère de l'Instruction Publique — comprenons-nous bien; il s'agit du Secrétariat général du Département — lettre qui assimile le diplôme de l'école normale à celui de l'école moyenne.

Cette lettre heurte à la fois le simple bon sens et nos sentiments patriotiques. Elle constitue une injustice évidente à faire cesser, si l'on veut que ceux dont dépendent en grande partie l'éducation et l'instruction de nos enfants, et, partant, leur avenir, apportent tout leur cœur à l'accomplissement de leur noble tâche.

Il faut, dans la hiérarchie sociale, placer l'éducation au rang qui lui revient.

Les instituteurs et institutrices, pour la plupart d'origine modeste, quittent l'école à 19 ou 20 ans. Ils ont bénéficié d'un enseignement général qui les place au moins au même niveau que les jeunes gens nantis, à 18 ans, d'un certificat d'humanités.

Il y a là, à certains égards, une similitude que les milieux officiels doivent reconnaître, que les éducateurs revendiquent à bon droit et que la Commission de l'Instruction publique est unanime à appuyer.

D'autre part, les écoles normales forment trop d'instituteurs. Beaucoup ne peuvent espérer une nomination dans l'enseignement, s'ils n'ont pas la patience, — disons les moyens — de l'attendre pendant des années,

Il est donc logique que la plupart de ces jeunes gens s'efforcent de faire carrière dans l'administration.

Or, le Statut Camu les assimilait aux jeunes gens diplômés des écoles moyennes (Enseignement moyen du degré inférieur). Il en résultait que les instituteurs désireux d'entrer dans les administrations étaient classés dans

ce qu'il est convenu d'appeler la 3^e catégorie des candidats-employés de l'Etat dont la qualification est bien inférieure à celle des instituteurs qui ont eu la chance d'obtenir une nomination dans l'enseignement.

Il faut classer les instituteurs primaires dans la 2^e catégorie. Le gouvernement en a, d'ailleurs, donné l'assurance aux représentants qualifiés du monde enseignant.

Il nous est agréable de noter que le Département de l'Instruction publique a donné, aux services d'administration générale du Premier Ministre, un avis favorable au « reclassement » des instituteurs, c'est-à-dire que les porteurs d'un diplôme d'instituteur sont admissibles aux concours d'admission au stage.

Il faut aussi que dans le statut des agents de l'Etat, paru le 7 août 1939, le diplôme d'institutrice maternelle ou gardienne figure en 3^e catégorie.

Il convient de noter que le reclassement des instituteurs doit s'accompagner d'une révision de leurs barèmes, révision qui, croyons-nous, est en cours.

Densité de l'enseignement primaire.

Nous écrivions, dans notre rapport de décembre 1939 relatif au Budget de 1940 : « Le nombre d'élèves, dans l'enseignement primaire est en décroissance constante depuis 1933, cependant que croît le nombre de membres du personnel enseignant dont, à coup sûr, 12,000 sont âgés de moins de 45 ans. »

Reconsidérons le tableau publié alors :

Ecoles communales et libres subventionnées au 1^{er} octobre 1939.

Espèces d'écoles	Nombre d'écoles	Nombre de classes	Nombre d'élèves	Moyenne des élèves par classe
Communales fr.	5,216	16,389	471,066	29
Adoptées	2,082	9,747	315,920	32
Adoptables	1,349	5,791	166,743	29
TOTAUX . . . fr.	8,647	31,927	953,729	30

Enseignement primaire (26 septembre 1945)

PROVINCES	ENSEIGNEMENT OFFICIEL				ENSEIGNEMENT LIBRE (écoles adoptées et adoptables)			
	Nombre de classes		Nombre d'élèves		Nombre de classes		Nombre d'élèves	
	1939	1944	1939	1944	1939	1944	1939	1944
Flandre Occidentale . . .	1,095	1,096	33,626	29,848	2,807	2,998	92,197	92,470
Flandre Orientale. . .	1,658	1,691	51,154	47,860	2,801	2,917	92,147	91,827
Anvers	2,409	2,226	77,170	63,204	2,465	2,563	79,240	78,414
Limbourg	469	494	14,937	14,316	1,644	1,738	55,150	56,275
Brabant flamand . . .	1,453	1,640	44,903	39,745	1,076	1,120	33,601	33,222
Agglomération bruxelloise.	1,633	1,497	44,017	30,138	875	979	25,231	25,468
Brabant wallon . . .	483	475	13,162	10,999	266	266	7,435	7,103
Hainaut	2,920	2,644	81,454	64,553	1,635	1,625	45,738	43,393
Namur	919	902	24,601	22,164	526	532	15,211	14,657
Liège	2,488	1,995	67,078	44,994	1,043	1,059	28,728	28,073
Luxembourg	716	713	19,041	17,670	299	315	8,673	8,665
TOTAUX	16,243	15,373	471,143	385,491	15,437	16,112	483,351	479,567

Certains chiffres de ce tableau ont été rendus publics; l'examen de ce tableau invite à réfléchir. Souhaitons qu'il retienne l'attention des membres de la Commission scolaire et de tous les éducateurs.

Un membre de la Commission de l'Instruction Publique regrette que certains instituteurs doivent enseigner dans deux ou trois degrés. Il croit que cette pratique explique, en partie, ce qu'il considère comme l'insuffisance de l'enseignement primaire.

Il est adversaire de l'éparpillement des classes dans les communes et voudrait que, dans les quartiers ou hameaux d'une commune, il n'y eût que l'école gardienne et le 1^{er} degré de l'école primaire, les classes du 2^e, du 3^e et du 4^e degré, siégeant au Centre de la commune, avec des classes bien équipées pourvues de tout ce qui est indispensable ou simplement nécessaire à un enseignement fructueux.

Il veut que l'instituteur ne puisse enseigner à plus de deux années d'études.

Il souhaite que, comme dans l'enseignement libre, les écoles publiques soient gérées par un comité de gestion que présiderait l'Echevin de l'Instruction Publique et dont les membres seraient les représentants des pères des élèves de l'école.

La Commission de l'Instruction Publique voudrait voir encourager les instituteurs et améliorer, renforcer leur préparation à la difficile et noble mission qu'ils assument.

On constate que les subventions qui animent le *Fonds des Mieux doués*, ont diminué graduellement alors qu'il conviendrait, au contraire, de se montrer particulièrement généreux envers les vraiment bien doués. Bref le fonctionnement de ces organismes est à revoir, surtout que la guerre a fait des ravages dans les comités de sélection, ce qui a paralysé le fonctionnement du Fonds dans certaines régions, à Anvers notamment.

LES 4^mes DEGRÉS.

Il convient de répéter que :

1^o Toute école primaire n'est point pourvue d'un 4^{me} degré ;

2^o Le tableau de la répartition des 4^mes degrés, paru dans le rapport relatif au budget de 1940, fixait la situation au 1^{er} janvier 1939.

Le Royaume comptait alors — et la situation actuelle est vraisemblablement la même — 8,712 écoles primaires. 3,106 d'entre elles, soit 35 p. c. n'avaient pas de 4^{me} degré.

Bien entendu, ce pourcentage varie d'une province à l'autre.

Dans la province de Luxembourg, par exemple, 78 p. c. des écoles n'ont pas de 4^{me} degré.

En Flandre Orientale, il ne s'agit que de 6 p. c. ;

3^o Il y a quatre tendances ou types de 4^{me} degré pour garçons et cinq pour les jeunes filles : type général, type technique, type agricole, type commercial et — pour les jeunes filles — type ménager.

Le 4^{me} degré était fréquenté, au 1^{er} janvier 1939, par 50,000 garçons et 55,457 filles.

Si ces remarques sont faites ici, c'est parce que, dans le discours de M. le Ministre Buisseret, le 1^{er} octobre 1945, au Palais des Académies — en présence des membres du Conseil de perfectionnement de l'Enseignement moyen, des préfets d'Athénée, des directeurs et directrices d'Ecole moyenne de l'Etat — M. le Ministre a déclaré : « J'entrevois, pour ma part, la suppression du 4^{me} degré primaire et de tout enseignement professionnel prématuré ». En vérité, il ne s'agit point de suppression, mais d'adaptation, de réforme, ce qui vaut beaucoup mieux.

Chacun s'accorde à reconnaître que, actuellement dans de nombreux cas, le 4^e degré constitue, pour la jeunesse, une impasse.

Il y a donc lieu de penser que la question du 4^e degré sera soulevée au Sénat.

Ces brèves considérations conduisent au problème de *la prolongation de la scolarité obligatoire*.

Des membres de la Commission de l'Instruction Publique font partie d'organismes d'étude préoccupés de cette question, à laquelle la Presse a consacré de nombreuses colonnes.

La variété des opinions à ce propos est remarquable.

On parle beaucoup de la prolongation jusqu'à l'âge de 16 ans.

Un Membre de la Commission de l'Instruction publique a défendu cette idée. Un autre croit que la mise en application rencontrerait des difficultés, notamment en matière d'enseignement agricole.

Mais la Commission a établi son accord unanime sur le principe de la prolongation de la scolarité jusqu'à l'âge de 16 ans.

C'est une décision de poids. Elle est de nature à faire progresser l'étude du problème et de sa réalisation.

Au budget de 1945 est inscrit un crédit de 4,500,000 francs pour le paiement de tout ce qui concerne la Prolongation de la scolarité obligatoire telle que moins de 400 communes l'appliquent.

ENSEIGNEMENT MOYEN.

Lorsque M. le Ministre voulut bien, le 11 décembre, répondre au vœu de la Commission en assistant à la séance de cette dernière, un membre s'inquiéta de savoir si le Gouvernement avait vraiment l'intention de se prêter à la reprise éventuelle des institutions communales d'enseignement moyen.

M. le Ministre souligna que pour pareille reprise la première condition est d'obtenir l'accord du Ministre des Finances. Poursuivant sa pensée en matière d'enseignement moyen, M. le Ministre considère que l'enfant, de 12 à 14 ans, doit recevoir un enseignement éloigné de toute spécialisation; il doit en être de même dans les écoles moyennes professionnelles. La possibilité de passer d'un enseignement à un autre doit être donnée au moyen de formules spéciales d'orientation scolaire et d'orientation professionnelle.

M. le Ministre se déclare partisan de la prolongation de la scolarité obligatoire.

Elle existe jusqu'à 16 ans à Eupen-Malmédy, mais y a en vue la rééducation de la jeunesse.

Le Ministre sait qu'il faut augmenter le niveau de la culture générale de la masse et améliorer la capacité technique de nos travailleurs afin de perfectionner notre production industrielle. Il est soucieux de trouver une solution au problème de la prolongation de la scolarité et au problème du 4^e degré. Il déclare que lui-même s'occupe, assisté de trois fonctionnaires compétents, de dresser un plan qui, dans trois mois, sera soumis aux Commissions réunies de l'Instruction publique de la Chambre et du Sénat.

Il est souhaitable que M. le Ministre soit en mesure de faire, devant la Haute Assemblée, un exposé de l'avancement de ce travail, lors de la discussion du budget.

Divers.

Bien des questions seront amplement traitées au cours de cette discussion. Elles doivent l'être.

Nous ne pouvons les passer en revue dans ce rapport malgré notre désir.

Le nombre de questions posées par les membres de la Commission et l'ampleur des réponses nous conseillent de terminer ici les considérations générales émises par la Commission.

Toutefois nous avons pour devoir de mettre l'accent sur la nécessité d'un sérieux ajustement des subventions en faveur des Conservatoires et des organismes qui font exécuter de beaux programmes de concert.

Et nous exprimons, avec la Commission unanime, le vœu ardent de voir, le plus tôt possible, les divers départements ministériels conjuguer leurs efforts pour que s'améliore vigoureusement la situation en matière de réquisition des locaux scolaires.

Vote.

Le budget du Ministère de l'Instruction publique a été adopté par 8 voix contre 6.

Le présent rapport a été adopté à l'unanimité.

Le Rapporteur,
L. MATAGNE.

Le Président,
R. CATTEAU.

QUESTIONS ET RÉPONSES**QUESTION N° I. — Effectifs de fonctionnaires.**

Afin de se rendre compte de ce qu'il peut avoir de fondé dans les critiques relatives au gonflement — disons au prétendu gonflement — des effectifs de fonctionnaires, il a été demandé de s'informer du nombre d'agents dans divers secteurs, en 1939 et en 1945.

Voici les chiffres donnés par le Département.

A. — Administration Centrale.*Nombre d'agents.*

CADRE		EFFECTIF	
En 1939	En 1945	En 1939	En 1945
428	496	422	515
			dont 16 détachés au Cabinet du Ministre et qui, aux termes de l'Arrêté royal sur le fonctionnement des Cabinets ministériels, peuvent être et sont remplacés.

B. — Établissements d'Enseignement Moyen.*I. — Inspection.*

	BUDGET 1939		BUDGET 1945	
	Cadre	Effectif	Cadre	Effectif
Inspecteur général	1	1	1	1
Inspecteur des Cours généraux.	4	4	4	5
Inspecteur des Cours spéciaux	7	7	7	8
Inspectrice des ouvrages manuels	—	1	—	1
Inspecteur des Cours de langues modernes .	2	2	2	—
Chargé de mission	—	2	—	1
Totaux.	14	17	14	16

2. — Nombre d'agents dans les établissements d'enseignement moyen.

En 1939..... 4,315
En 1945..... 4,785

C. — Enseignement normal.**I. — Inspection.**

Budget de 1939		Budget de 1945	
Cadre.	Effectif.	Cadre.	Effectif.
—	9	—	9

En 1945, l'inspection générale de l'Enseignement Moyen et de l'Enseignement Normal a été scindée, sans augmentation des effectifs.

2. — Inspection diocésaine.

Inspecteurs principaux : 9.

Inspecteurs : 29.

3. — Nombre d'agents.

En 1939 : 713.

En 1945 : 687.

Toutefois, le chiffre de 1945 a été augmenté de plusieurs unités depuis la date de la première statistique établie pour le budget de 1945, attendu qu'il y a lieu de le majorer à la suite :

1° De la création de 12 nouvelles places;

2° Du rétablissement de certaines situations de 1939 qui avaient été temporairement supprimées pendant l'occupation, notamment :

a) Au Home de l'Etat pour enfants de bateliers, à Saint-Ghislain (qui avait été fermé pendant la guerre, et dont le personnel avait été réparti dans d'autres établissements) ;

b) Dans certaines écoles normales de l'Etat où le personnel de surveillance avait été diminué par suite de la fermeture des pensionnats.

D. — Enseignement primaire.**1° — Inspection de l'enseignement primaire.**

Au 1^{er} décembre 1939 et au 1^{er} décembre 1945, le nombre *maximum* des emplois prévus par le règlement était le suivant :

1° *Cadre* :

- 2 inspecteurs généraux;
- 26 id. principaux;
- 170 id. cantonaux;
- 26 inspectrices des travaux féminins.

En fait, le nombre des ressorts d'inspection principale et des cantons scolaires est déterminé dans les limites ci-dessus en tenant compte des nécessités réelles.

2° *Emplois existants :*

Au 1^{er} décembre 1939, il existait :

2 emplois d'inspecteur général;
 25 id. id. principal;
 1 id. id. des sections préparatoires des écoles moyennes;
 162 id. id. cantonal;
 25 id. d'inspectrice des travaux féminins.
 Tous ces emplois étaient pourvus de titulaires.

Au 1^{er} décembre 1945, le service de l'inspection comprend :

2 emplois d'inspecteur général } tous pourvus d'un titulaire;
 25 id. id. principal }
 162 id. id. cantonal } dont 15 n'ont pas de titulaire;
 25 id. d'inspectrice des travaux féminins } dont 1 provisoirement sans titulaire.

Un examen d'inspecteur cantonal aura lieu en février 1946 et l'organisation d'une session d'examen d'inspectrice des travaux féminins est envisagée également pour 1946, ce qui permettra de pourvoir aux emplois vacants.

Le rétablissement des fonctions d'inspecteur des sections préparatoires annexées aux écoles moyennes est également prévu.

2° — *Personnel enseignant des écoles primaires et gardiennes communales, adoptées et adoptables.*

I. — ÉCOLES PRIMAIRES.

	Situation au 1 ^{er} octobre	
	1939	1945
Nombre d'agents en fonctions	36,028	35,622
Nombre de subsides payés par l'Etat.	33,449	32,448

II. — ÉCOLES GARDIENNES.

Nombre d'agents en fonctions	7,422	7,355
Nombre de subsides payés par l'Etat.	7,023	6,900

QUESTION N° II. — **Mise en disponibilité.**

Voir article 4 du chapitre I de la 1^{re} section (Dép. ordinaires) page 310.
 L'augmentation est de 2,093,885 francs.

Combien d'agents ont été mis en disponibilité :

1° en 1939 ?

2° en 1945 ?

MINISTÈRE
DE
L'INSTRUCTION PUBLIQUE

ADMINISTRATION CENTRALE

II. — Nombre d'agents en disponibilité en :

1939	1945
3 — suppression d'emploi.	5 — suppr. d'emploi à leur demande.
2 — retrait d'emploi.	7 — retrait d'emploi.
3 — emploi Congo.	4 — au Congo.
1 — mission étranger.	2 — pour mission.
1 — maladie.	8 — maladie.
1 — dans l'enseignement.	2 — dans l'enseignement.
—	4 — pour limite d'âge.
II	1 — pour conv. personnelles.
	1 — eng. militaire.
	1 — stage Officier Judiciaire.
	2 — Transf. temp. Un. Gand.
	1 — Transf. prov. Contributions.
	—
	38

N. B. — Les développements au projet du budget qui a été dressé en juillet 1944 ne répondent plus à la réalité. En effet, les agents qui avaient été éloignés de leurs fonctions par l'ordonnance allemande sur le vieillissement des cadres ou avaient été interdits d'exercer leurs fonctions par l'occupant, sont rentrés.

L'augmentation de 2,093,885 francs, provenait en grande partie de ces mesures imposées.

Par contre, il y a lieu de remarquer que parmi le nombre des agents en disponibilité en 1945 figurent ceux qui ont été mis en disponibilité en raison de leur comportement sous l'occupation.

MINISTÈRE
DE
L'INSTRUCTION PUBLIQUE

**Direction générale de l'Enseignement
supérieur et des Sciences.**

ÉTABLISSEMENTS SCIENTIFIQUES.

En disponibilité :

En 1939 : 4. En 1945 : 2.

UNIVERSITÉ DE LIÈGE.

En disponibilité :

En 1939 : 3. En 1945 : 5.

ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT MOYEN DE L'ÉTAT.

Agents en disponibilité :

1939	1945	
8	17+96	(pour incivisme).
	<hr/>	
	113	

Nombre de membres du personnel des établissements d'enseignement normal de l'Etat et des Homes de l'Etat pour enfants de bateliers.

En disponibilité en 1939 : 7.

En disponibilité au 1^{er} décembre 1945 : 8 (y compris les agents mis en disponibilité pour incivisme),

MEMBRES DES INSTITUTIONS DÉPENDANT DE L'ADMINISTRATION DES BEAUX-ARTS.

En disponibilité :

En 1939 : 16 En 1945 : 51.

Nombre d'agents des écoles techniques de l'Etat qui étaient en

	disponibilité en 1939	3
Idem	en 1945	14

QUESTION N° III.

. Voir article 5. — *Indemnités pour prestations diverses.*

Administration centrale, page 310.

Heures supplémentaires prestées par le personnel pour la liquidation des traitements : 648,000 francs.

Augmentation : 1,137,620 francs.

On devrait avoir la ventilation de cette dernière somme.

Art. 5. — Indemnités pour prestations diverses.

Le crédit de 1,500,290 francs se décompose comme suit :

Art. 5-I. — 1945.

Indemnités de Cabinet	400,000
---------------------------------	---------

SECRETARIAT GÉNÉRAL.

Conseils culturels : Secrétaires.	7,100	
	7,100	
	<hr/>	14,200
Sujétion spéciale	6,000	(actuel. supp.)
Autographies	3,500	
Rondes de nuit	2,190	
Entretien locaux et mobilier	2,500	
Cinéma éducatif	12,000	
Conseiller juridique	6,000	
Prestations spéciales.	6,000	
Chauffage hôtel ministériel.	3,600	
Prestations supplémentaires.	1,800	
Concierge Chambre des Représentants	1,000	

Prestations supplémentaires :

a) Troisième bureau 192,000

b) Enseignement normal et primaire 456,000

648,0000

706,790

*Conseils, services, etc.**Enseignement supérieur :*

Service des bourses de voyage 750

Jurys centraux 6,600

Jury linguistique 850

Jury d'homologation 3,800

Jury des sciences commerciales 2,300

Commission d'entérinement 2,650

Concours universitaire 750

17,700*Enseignement moyen :*

Conseil de perfectionnement 900

Enseignement normal :

Inspection 29,000

Conférenciers 5,000

34,000*Enseignement primaire :*

Intérieurs inspection 185,000

Beaux-Arts :

Commission des vieilles chansons populaires :

Secrétariat 4,000

4,000

8,000 (pas fonct. en 1945)

Mission d'inspection :

800 (actuel. supp.)

Service des expositions :

24,000

2,500

26,500

(idem.)

Réorganisation bibliothèque des beaux-arts

36,000

SECRETARIAT.

Conseil de perfectionnement de la musique.	fr.	1,300	
Comité art musical		800	
		<hr/>	2,100
Grands concours dits de Rome.			2,000
Grand concours de composition musicale.			2,000
Commission publications œuvres des anciens musiciens belges			3,000 (suppr. depuis 1944)
Conseil supérieur éducation populaire.			4,500
Inspection Académies de dessin : prestations spéciales.			6,000
Indemnités aux professeurs chargés des cours pour candidats bibliothécaires		45,000	
		<hr/>	135,900

Enseignement technique.

Conseil supérieur et Conseil de perfectionnement. fr.	14,000	
Vérification section française	6,000	
	<hr/>	20,000
Total. . . fr.		1,500,290

L'augmentation de 1,137,620 francs, par rapport à 1944, se justifie à concurrence de :

1^o 400,000 francs pour le paiement des indemnités de Cabinet (poste supprimé pendant la guerre) ;

2^o 648,000 francs pour la rémunération des prestations supplémentaires effectuées par les services de liquidation des traitements ; ces services sont autorisés à travailler supplémentaires lors de l'application des nombreuses mesures générales relatives à la modification du régime des traitements. Les modifications de l'espèce intervenant périodiquement : la suppression des prestations supplémentaires ne pourra être envisagée que lorsqu'un régime plus stable sera établi ;

3^o 70,000 francs, majoration du crédit destiné à la rémunération des frais d'intérim dans l'inspection de l'enseignement primaire, le crédit de 115,000 francs alloué pour 1944 s'est révélé nettement insuffisant. (Des postes d'inspecteurs sont restés vacants pendant la guerre).

4^o 19,620 francs, rajustement du taux de diverses indemnités,

QUESTION N^o IV. — **Dépenses des services de Londres.**

Voir p. 328, dans les dépenses résultant de la guerre. L'augmentation de ce poste est de 20,547,360 francs. On voudrait des détails.

RÉPONSE.

Dépenses des services de Londres.

Augmentation : 20,547.360 francs.

Il ne s'agit pas d'une augmentation, cette somme représente les prévisions budgétaires établies en 1944 pour l'année 1945.

a) *Combien a-t-on dépensé en 1945 ?*

Les archives comptables des services de Londres se trouvent encore actuellement dans cette dernière ville.

Il n'est actuellement pas possible de fournir à la commission un chiffre précis.

Il résulte cependant de renseignements fournis au Département, que la dépense totale au 1^{er} septembre 1945 n'avait pas absorbé les 9/12 du budget prévu pour 1945, étant donné qu'une partie des services était en voie de liquidation à cette date.

b) *Combien de Belges ont fréquenté les écoles en Angleterre ?*

2,500 élèves approximativement.

c) *Combien de professeurs et combien d'artistes ont émarginé au budget l'Etat en Angleterre ?*

Professeurs : 175 environ.

Artistes ? (Calculs très longs, le nombre de ces personnes ayant émarginé à divers budgets étant assez élevé)

QUESTION N° V. — **Épuration.**

Quels ont été les critères adoptés ?

Combien a-t-on instruit de dossiers ?

Quel est le nombre et la nature des sanctions prises ?

RÉPONSE.

Note relative aux critères adoptés en matière d'épuration.

Tous les membres du personnel de l'enseignement moyen et normal de l'Etat ont dû remplir un questionnaire. Deux inspecteurs ont été chargés de faire une enquête contradictoire. Les rapports de ces enquêteurs ont été transmis à des commissions d'enquête provinciales.

Les conclusions de ces commissions d'enquête ont été soumises à une commission de coordination, qui s'assurait de l'application des sanctions prévues dans le tableau ci-joint.

Au cas où la peine envisagée par M. le Ministre était inférieure à celle qui était proposée par la commission d'enquête provinciale, le dossier était soumis, pour avis, à des délégués du groupe d'anciens prisonniers politiques de l'enseignement.

SUGGESTIONS EN MATIÈRE DE SANCTIONS.

<i>Cas envisagés.</i>	<i>Peines disciplinaires.</i>
I. Participation à un organisme militaire ou paramilitaire allemand ou pro-allemand.	Révocation.
II. <i>Participation à l'action politique allemande :</i>	
1 ^o a) membre de V. N. V., <i>De Vlag</i> ou Rex, jusqu'au 1 ^{er} janvier 1941 seulement;	Sans suite.
b) membre jusqu'au 1 ^{er} janvier 1942;	6 mois de suspension.
c) membre après 1 ^{er} janvier 1942.	Révocation (sauf circonstances atténuantes).
2 ^o Affiliation à Agra, N.S.D.A.P.	Révocation.
3 ^o Membre de U. T. M. I., U. H. G. A. (Unie) (ou organismes analogues).	
a) membres dirigeants et membres actifs;	Révocation.
b) simples affiliés.	Réprimande ou suspension temporaire (dont la durée dépend des circonstances).
4 ^o Membre de OMO., centrale du personnel, etc.	
a) démission avant 1 ^{er} juin 1941;	Sans suite.
b) après 1 ^{er} juin 1941 { membres dirigeants et membres actifs; membres passifs.	Révocation. Réprimande ou retardement dans l'avancement pour une période déterminée, ou suspension.
5 ^o Collaboration de nature politique à des journaux ou à la radio à la solde de l'ennemi;	Révocation.
6 ^o Participation à l'exécution des ordonnances prises par l'occupant en vue de détruire les institutions publiques belges.	Révocation.
III. <i>Collaboration de nature artistique, scientifique, littéraire, pédagogique ou autre, à des journaux ou à la radio à la solde de l'ennemi:</i>	
1 ^o a) Collaboration régulière;	Suspension.
b) Collaboration accidentelle.	Réprimande ou retardement.
2 ^o Participation aux œuvres culturelles pro-allemandes telles que Tooneelcentrale, Deutsche Akademie, Filmcentrale, Jeugdherbergcentrale V.I.V.O. Expositions, journées culturelles, fêtes, conférences :	
a) membres dirigeants;	Révocation.
b) membres ordinaires.	Réprimande, retardement ou suspension.

5° Avoir autorisé ses enfants mineurs à faire partie de Hitler Jugend, Dietsche Meisjesscharen, Blauwvoetvendels, Serments de jeunesse Rex, jeunesse rexistes féminines, Dietsche jeugd, formation de jeunesse SS, etc. ou avoir fait de la propagande pour ces organismes.

IV. Voyages en Allemagne :

1° sur invitation d'autorités militaires allemandes dans un but nettement politique ;

2° sur invitation d'autorités civiles ou organismes privés : a) avec but politique ; b) dans un but scientifique, littéraire, artistique ou philanthropique ;

3° sur initiative personnelle :

a) pour motif de santé ;

b) pour recherches personnelles ;

4° en mission pour autorités belges ;

5° pour y faire des cours ;

6° pour y suivre des cours ;

7° pour y accompagner des élèves.

V. Avoir fait partie d'un jury organisé par l'occupant ou un collaborateur, d'une commission ou institution belge créée par l'autorité occupante.

VI. Avoir communiqué à l'autorité occupante ou à des dirigeants d'organismes pro-allemands des renseignements ou des rapports relatifs à l'administration qui ont eu pour conséquence de nuire à des collègues ou à des élèves.

Mise en non activité ou révocation (suivant gravité du cas).

Révocation.

Suspension ou blâme d'après les circonstances dans chaque cas.

A examiner d'après les circonstances dans chaque cas.

Id.

Révocation.

Suspension (mise en non activité ou révocation dans les cas graves).

Révocation (sauf circonstances atténuantes).

A examiner d'après les circonstances dans chaque cas pour les fonctionnaires dont les intentions et la droiture de conscience ne peuvent prêter à suspicion ou qui ont été dans l'impossibilité de se soustraire à l'exécution d'ordres donnés par leurs chefs hiérarchiques belges.

Pour ceux qui ont été nommés par l'occupant ou par un collaborateur ou un organisme pro-allemand : réprimande, retardement ou suspension selon le cas.

Suspension, retardement, mise en non activité ou révocation suivant circonstances.

VII. Avoir manifesté des sympathies pour l'occupant ou avoir fait de la propagande pour le nouvel ordre.	Réprimande, retardement, déplacement, suspension ou révocation suivant gravité du cas.
VIII. Avoir obtenu une promotion grâce à des appuis antibelges.	Réprimande, retardement, déplacement, suspension ou révocation, suivant gravité du cas.
IX. Fausse déclaration au questionnaire.	Suspension de 3 mois au moins ou toute autre sanction plus grave suivant l'importance du faux ou de la réticence.

ADMINISTRATION CENTRALE ET INSPECTION A TOUS LES DEGRÉS.

1 ^o Nombre de dossiers soumis à la 5 ^e Commission d'enquête départementale (Commission Bekaert).	42
2 ^o Nombre de cas au sujet desquels la Commission prérappelée a donné un avis	17
3 ^o Nature des sanctions prises :	
Révocations	3
Démissions d'office	1
Suspensions disciplinaires s/traitement et déplacement	5
Blâme.	1
Pensionnés d'office	1
Blâme avec privation du titre honorifique	1
Pas de sanctions	2
Sanctions proposées à M. le Ministre	3
	17
En instance à la Commission Bekaert	25
	42 42

I. — *Etablissements scientifiques.*

1^o Dossiers instruits : 6.

2^o Nature des sanctions prises :

Encore aucune sanction.

Un cas est soumis à M. le Ministre.

(Pour les autres, on attend l'avis de la commission).

3^o Nombre de sanctions prises :

Encore aucune.

II. — *Université de Liège.*

1° Dossiers instruits : 12.

2° Nature des sanctions prises :

Révocations 2

Interdictions 2

Aucune sanction à prendre . 5

Pas de décisions prises . . 3

3° Nombre de sanctions prises (au 30-II-45).

Tableau récapitulatif :

1° Révocations : 12;

2° Suspensions : 5;

3° Interdictions de reprendre leurs fonctions : 6;

4° Démissions d'office : 4;

5° Blâme : 1.

III. *Université de Gand.*

1. Dossiers introduits : 38.

2. Nature des sanctions prises :

a) Révocations : 6 professeurs ordinaires ;

1 professeur ;

1 chargé de cours ;

2 conducteurs de travaux.

—
Total : 10

b) Suspensions :

Pour un an : 1 professeur ordinaire ;

1 chargé de cours ;

Pour six mois : 2 professeurs ordinaires ;

Pour deux mois : 1 professeur ordinaire.

—
Total : 5

c) Blâme : 1 professeur ordinaire.

d) Démission d'office : 1 professeur ordinaire ;

2 professeurs ;

1 répétiteur.

—
Total : 4

e) Pas de sanctions : 8.

f) Autorisés à reprendre leurs fonctions : 6.

g) Jugés indignes : 4.

Beaux-Arts.

1 ^o Nombre de dossiers envoyés aux commissions d'enquête	84
2 ^o Nombre de sanctions prises :	
a) révocations sans traitement (cas soumis actuellement à M. le Ministre)	7
b) interdiction d'exercer leurs fonctions	4
c) mise en disponibilité	néant
d) suspensions } avec traitement	3
} sans traitement	81
3 ^o Cas encore à l'instruction	70

Tableau récapitulatif.

Révocations	7
Interdiction d'exercer leurs fonctions.	4
Dossiers classés	néant

Etablissements d'enseignement moyen de l'Etat.

Nombre de dossiers instruits au 30 novembre 1945	584
Sanctions prises conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 9 février 1927.	
1 ^o Révocations : sans pension.	105
avec pension.	3
	<hr/>
	108
2 ^o Radiation agents intérimaires.	61
3 ^o Mises en disponibilité :	
A. Par mesure d'ordre :	
a) Pour une durée illimitée	38
b) A titre temporaire.	52
B. Par retrait d'emploi dans l'intérêt du service	6
	<hr/>
	96
4 ^o Réprimandes :	
A. Avec deux ou trois ans de retardement ou avec une retenue temporaire de traitement et dépla- cement	133
B. Réprimandes sans plus	77
	<hr/>
	210
5 ^o Lettres de regrets, avertissements, rappels à l'ordre.	11
	<hr/>
	486
Affaires classées sans suite.	98
	<hr/>
	584

Statistique des affaires soumises aux commissions d'enquête, pour le personnel des établissements normaux de l'Etat et des Homes de l'Etat pour enfants de bateliers (Situation au 7 décembre 1945).

A. — Nombre des affaires soumises : 59 (dont 3 relèvent en ordre principal de l'enseignement moyen).

B. — Nombre d'affaires dont les dossiers ne sont pas encore rentrés : 8 (plus 2 de l'E. M. sur lesquelles l'E. N. n'a pas de renseignements).

C. — Nombre d'affaires terminées : 49 (dont 1 relève en ordre principal de l'enseignement moyen).

D. — Mesures intervenues :

a) Affaires classées.	16	
b) Lettre de regret	1	
c) Révocations	9	(dont 1 prononcée à l'interven-
d) Radiation des cadres	5	tion de l'E. M.)
e) Suspensions	2	
f) Mises en disponibilité	2	
g) Réprimandes.	14	
	<hr/>	
Total.	49	

Enseignement technique agréé.

Situation au 30 novembre 1945 :

1° Nombre de dossiers instruits : 327.

2° Nature et nombre de sanctions :

a) Révocations (sans traitement)	103	
b) Mise à la pension d'office	1	
c) Disponibilité par mesure d'ordre	2	
d) Disponibilité par retrait d'emploi.	3	
e) Suspension sans traitement (1 à 6 mois).	17	
f) Suspension avec traitement (1 à 6 jours).	1	
g) Blâmes	7	
h) Cas non terminés	0	
3° Décès survenus pendant l'instruction	3	
4° Cas classés.	12	
	<hr/>	
5° Total	149	} 327
En instance d'instruction	178	

Enseignement technique de l'Etat.

Situation au 30 novembre 1945.

1 ^o Nombre de dossiers instruits :	26.
2 ^o Nature et nombre des sanctions :	
a) révocations (sans traitement)	6
b) mise à la pension d'office	—
c) disponibilité par mesure d'ordre	—
d) disponibilité par retrait d'emploi	1
e) suspension sans traitement (1 à 6 mois)	1
f) suspension avec traitement (1 à 6 jours)	—
g) blâmes	3
h) cas non terminés	1
3 ^o décès survenus pendant l'instruction	1
4 ^o cas classés.	—
En instance d'instruction	13
Total.	26

QUESTION N^o 6. — Éducation civique.

Quelle est, dans ce domaine, la politique du Département? Et quelles sont les mesures prises jusqu'à présent à cet égard?

RÉPONSE.**Politique du Ministère de l'Instruction publique en matière d'éducation civique.****I. — Lignes générales.**

L'école doit être ou devenir nationale, toujours plus et davantage, dans ses programmes, dans ses méthodes, dans son esprit.

C'est-à-dire qu'elle doit se fixer pour objectif global de préparer l'enfant et l'adolescent à la vie dans le cadre de la Nation belge d'abord, sans pour autant vouloir les tenir à l'écart du cadre plus vaste de l'Europe et du Monde.

La Nation belge au premier rang des préoccupations, ce qui ne signifie pas l'exclusion de toutes autres préoccupations plus largement humaines. Il s'agit donc d'une primauté ou d'une priorité — comme on voudra —, non d'une exclusivité.

Afin d'assurer cette primauté du national, l'école se doit de créer et d'entretenir un climat favorable à la connaissance, au respect et à l'amour de tout ce qui, dans le passé et dans le présent, a contribué ou participe à la prospérité matérielle et à la grandeur morale de la Nation belge.

Parmi toutes ses activités éducatives elle se servira principalement des leçons de géographie, d'histoire, d'institutions nationales et de morale pour imprégner le cœur et l'esprit de la jeunesse du sentiment d'appartenance à la communauté nationale belge, de la volonté de contribuer au maintien, à la défense et à l'illustration du pays natal.

Les leçons de *géographie* devront faire connaître et apprécier les beautés naturelles, les grandes réalisations de l'agriculture, du commerce et de l'industrie, les grands travaux — ponts, barrages, ports, canaux, digues, etc. —, autant que possible par un contact direct et multiplié, lors de visites, excursions et voyages, à tout le moins par le film, les projections lumineuses, les photographies, les cartes-vues.

Les leçons d'*histoire* fourniront l'occasion de montrer la continuité de l'effort belge à travers les siècles, de faire mesurer l'importance de sa contribution au progrès de la civilisation humaine, de provoquer la fervente admiration pour les artisans de cette contribution à l'œuvre collective des nations et des peuples, enfin de mettre l'accent sur l'identité d'attitude des Flamands et des Wallons de Belgique chaque fois que l'existence même du pays s'est trouvée en péril.

Les leçons de *morale* — souvent associées à celles d'histoire et de géographie — se proposeront d'exalter certaines de nos vertus nationales les plus caractéristiques — le sens de la justice, l'indéfectible amour de la liberté individuelle et de l'indépendance collective, l'aptitude et l'ardeur au travail, et notamment au travail d'art —. De plus, se fondant sur les principes d'amitié et d'entraide fraternelles qui doivent nécessairement se trouver à la base de l'école nationale, elles se traduiront en actes visant à promouvoir le goût du « service ».

Les heures consacrées à l'*éducation physique* devront également mettre en œuvre ce sens du service, ce sentiment de dévouement au groupe, à l'équipe, à la collectivité.

Il va de soi qu'aucun grand événement d'intérêt national, qu'aucune commémoration importante au point de vue civique ne devrait rester sans écho dans la vie scolaire.

Enfin, en vue de préparer les enfants et les adolescents à leurs devoirs futurs dans la cité démocratique, il convient que l'école abandonne la pédagogie d'autorité dominatrice et introduise la *pratique de la liberté progressive et contrôlée*, seul régime disciplinaire capable d'habituer la jeunesse au self-control et au self-respect, tout en l'entraînant à la critique constructive, à l'initiative, à la tolérance et au sens de la responsabilité personnelle.

Graduellement, et surtout à l'occasion des petits événements de la vie collective scolaire elle-même, les enfants et les adolescents recevront les notions essentielles concernant les *institutions politiques et administratives belges*.

Le succès d'un enseignement ainsi compris requiert impérieusement l'intervention du Ministère de l'Instruction Publique et des Autorités publiques subordonnées chargées de l'organisation des écoles. La dite intervention devrait se manifester notamment :

1^o par la publication d'un *Album photographique*, réunissant les images les plus suggestives de la réalité géographique belge, dont un exemplaire serait mis à la disposition de chaque école du pays;

2^o par la constitution d'une *Filmathèque centrale*, avec dépôts régionaux assurant le prêt de films de géographie, d'histoire et d'éducation civique aux écoles des villes et des campagnes;

3^o éventuellement, par l'organisation d'un *Service itinérant de projections cinématographiques scolaires*;

4^o par la publication d'un petit livre d'initiation civique à mettre entre les mains des jeunes gens.

2. — Mesures prises.

A. — ENSEIGNEMENT PRIMAIRE.

Dans l'enseignement primaire, l'attention du personnel tout entier a été attirée d'une manière particulièrement pressante sur la nécessité de mettre tout en œuvre pour que l'éducation proprement dite et l'éducation civique en particulier soient l'objet des soins les plus suivis.

Un rapport de M. Henri Lorent, Directeur général honoraire de l'Enseignement normal, intitulé : « But et moyens de l'Education civique à l'Ecole » (document n° 116 de la ligue de l'Enseignement), a été reproduit en français et en néerlandais par les soins du Département et largement répandu parmi les membres du personnel enseignant.

De plus, ce rapport, œuvre d'un homme particulièrement compétent, fera l'objet de commentaires et de discussions approfondies lors des prochaines conférences pédagogiques trimestrielles organisées sous le contrôle de l'Inspection primaire.

B. — ENSEIGNEMENT NORMAL ET ENSEIGNEMENT MOYEN.

Pour ce qui est de ces deux enseignements, toute une série de mesures ont été préconisées par mes prédécesseurs (MM. Hoste et Victor de Laveleye) et moi-même.

Ci-dessous, énumération des principales circulaires adressées aux Directions des Ecoles normales primaires et moyennes et Etablissements d'enseignement moyen ayant trait, soit directement, soit indirectement au problème de l'éducation civique des jeunes gens et des jeunes filles :

- 21 septembre 1944;
- 25 novembre 1944, n° 7.N./9380;
- 15 décembre 1944, n° 8/9380/9514;
- 20 décembre 1944, n° 3 P. 13567;
- 28 décembre 1944, n° 11.N./9514;
- 12 avril 1945, E.P. E.M.;
- 5 mai 1945, n° 24 N./10409;
- 17 avril 1945, n° 1906 M. 52;
- 19 avril 1945, n° 20 N. 10446;
- 24 septembre 1945, E.M.;
- 29 novembre 1945, n° 1906/M./93;

Dans ces tout prochains jours, sera expédiée une circulaire très circonstanciée relative d'une part, à l'établissement d'une cote d'éducation et, d'autre part de la mise à l'essai généralisée d'un régime d'autonomie mitigé des Normaliens (self-gouvernement).

Cette dernière circulaire constitue, en quelque sorte, une mise au point des circulaires antérieures qui avaient attiré l'attention toute particulière du corps professoral sur l'importance de la mission d'éducation, bien distincte de la mission d'instruction, et qui avaient, en outre, précisé les mesures favorables au développement du respect et de l'amour de la patrie (collaboration entre professeurs des différentes disciplines, des maîtres d'études et des Directions; salut au drapeau; participation à des organisations de jeunesse, et en particulier, aux troupes de scouts).

Enfin, le Département met actuellement au point un petit ouvrage d'éducation civique destiné aux préadolescents de 12 à 15 ans.

QUESTION N° VII. — Combien de millions sont prévus pour la restauration des bâtiments scolaires endommagés ou détruits du fait de guerre ?

RÉPONSE.

Un crédit de 115 millions est inscrit sous la rubrique « Ministère des Travaux Publics », au budget extraordinaire pour 1945.

Ce crédit est destiné aux réparations les plus urgentes de dommages causés par la guerre aux bâtiments de l'Etat en général.

Aucun pourcentage déterminé n'est attribué à chaque département ministériel.

QUESTION N° VIII.

Des professeurs et agents de l'enseignement technique libre n'ont pas encore, depuis deux ou trois ans, reçu leurs traitements et ont été payés par les comités organisateurs dont les ressources sont épuisées ou presque. Pourquoi ?

Ces écoles sont cependant inspectées (note du rapporteur : Il est à supposer que ce sont des écoles créées pendant l'occupation et dont l'agrément n'est pas encore décidée).

RÉPONSE.

Il s'agit de personnel d'institutions créées depuis trois ou quatre ans dont la situation a été examinée et approuvée par les secrétaires généraux peu de temps avant la libération.

Dans ces conditions, elles n'ont pas fait l'objet d'un arrêté d'agrément par les secrétaires généraux.

Cependant, la plupart d'entre elles viennent d'être agréées par arrêté du Régent; les autres le seront très prochainement, ce qui permet à l'Administration de faire liquider les subsides.

Dans sa séance du 27 juillet 1944 l'Office de l'Enseignement technique avait agréé un certain nombre d'institutions.

En raison des événements, cette décision n'a pas pu faire l'objet d'un arrêté, ce qui a rendu impossible l'allocation de tout subside.

L'entérinement de toutes les agréments et reclassements faits pendant l'occupation est soumis à l'approbation du Comité Ministériel de l'Office de l'Enseignement technique; il statue d'abord sur le cas des institutions agréées en juillet 1944. Un certain nombre de ces cas ont déjà fait l'objet d'une solution favorable et les institutions précitées ont été agréées par arrêté du Régent. Une école doit être préalablement inspectée avant de pouvoir bénéficier éventuellement d'une agrément. Le fait d'être inspectée ne signifie donc pas nécessairement qu'elle doit recevoir des subsides de l'Etat.

Pour être agréée une institution doit répondre à un intérêt économique évident.

QUESTION N° IX.

Pourquoi l'Enseignement technique libre n'a-t-il pas été invité par une circulaire — comme l'a été l'enseignement technique officiel — à faire connaître ses besoins pour l'amélioration du matériel ?

RÉPONSE.

Il avait été constaté que la presque totalité des demandes de subsides pour achat de matériel étaient introduites par les Comités Organiseurs des écoles techniques libres.

C'est pourquoi il a été estimé opportun d'attirer, par l'envoi d'une circulaire, l'attention des institutions officielles d'enseignement technique sur la possibilité de se voir allouer des crédits pour l'acquisition de matériel, et de faire parvenir à cet effet leurs demandes à l'Administration.

Dépenses extraordinaires pour 1944 :

Ecoles provinciales	fr.	15,975
Ecoles communales		251,689
Ecoles libres		1,857,197

Ensemble des subventions liquidées	fr.	2,124,861
--	-----	-----------

soit plus de 85 p. c. des subventions en faveur des écoles techniques libres.

En 1945.

Il ressort, d'un tableau comparatif des subventions extraordinaires pour achat de matériel établi le 10 juin 1945, par l'Administration de l'Enseignement technique, que, parmi les vingt-cinq dossiers qui étaient ou avaient été soumis à la signature de M. le Ministre :

- 19 concernaient des écoles libres;
- 2 concernaient des écoles communales;
- 4 concernaient des écoles provinciales.

A cette même date, le montant des interventions budgétaires s'élevait respectivement à :

- 2,553,000 francs en faveur des écoles libres;
- 147,320 francs en faveur des écoles provinciales;
- 77,412 francs en faveur des écoles communales.

D'autres dossiers émanant des écoles libres étaient sur le point d'être soumis à la signature ministérielle.

Devant cette disproportion, il importait de rétablir une plus équitable répartition des subsides en cette manière en informant les autorités communales et provinciales comme il a été fait.

QUESTION N° X.

Combien a coûté l'application de la loi Marck, depuis 1937? Et combien a été dépensé pour la loi Vanderpoorten?

RÉPONSE.

1. — Le Ministre des Finances, Direction de la Trésorerie. — Pensions, chargé de l'application de la loi Marck, consulté au sujet du supplément de dépenses occasionné à l'Etat par la mise en vigueur de cette législation, déclare qu'il ne pourrait fournir aucun renseignement à ce propos.

La loi du 10 juin 1937 a eu notamment pour effet d'autoriser l'admission, pour le calcul des pensions les agents communaux, adoptés et adoptables, de services qui n'étaient pas pris en considération sous les législations antérieures. Des recherches devraient donc être effectuées dans tous les dossiers des pensions accordées depuis 1937, aux fins de déceler les cas d'application de la loi. En outre, le cas échéant, des taux de pension fictifs devraient être établis sur la base des lois anciennes en vue de pouvoir calculer la différence avec la pension réelle.

2. — *Sommes prévues au budget du Département de l'Instruction publique pour l'application de la loi du 17 juin 1937 (dite loi Vanderpoorten).*

1938 — Paiement des secrétaires-économés fr.	395,000
Article 7/14. — Athénées royaux et écoles moyennes de l'Etat. — Dépenses de matériel de toute nature, assurances; pensionnats communaux repris en vertu de la loi du 17 juin 1937	1,500,000
Article 8/14. — Athénées royaux et écoles moyennes de l'Etat. — Frais de distributions de prix et des excursions éducatives; prix spécial du Gouvernement	1,086,245
Travaux extraordinaires. — Travaux de construction, d'aménagement, d'ameublement, de transformation, construction de nouveaux bâtiments, achat de terrains, honoraires	33,505,013
1939 — Secrétaires-économés fr.	431,000
Article 7/14	16,249,500
Article 8/14	11,285,000
Travaux extraordinaires	17,119,683
1940 — Secrétaires-économés fr.	463,200
Article 7/14	16,178,000
Article 8/14	900,000
Travaux extraordinaires	47,824+
	sommes portées au budget des Travaux publics pour entretien des bâtiments et constructions nouvelles.
1941 — Secrétaires-économés fr.	470,200
Article 7/14	2,124,701
Article 8/14	8,182,000
1942 — Secrétaires-économés fr.	475,700
Article 7/14	2,290,360
Article 8/14	8,382,000
1943 — Secrétaires-économés fr.	592,000
Article 7/14	2,800,000
Article 8/14	7,300,000

1944 — Secrétaires-économés	. . . . .	626,950
Article 7/I4	. . . . .	3,750,000
Article 8/I4	. . . . .	7,500,000
1945 — Secrétaires-économés	. . . . .	fr. 546,950
Article 7/I4	. . . . .	3,750,000
Article 8/I4	. . . . .	7,500,000
		+ 2,000,000
		. (amendement)

Dépenses imputées sur le budget des Travaux publics.

Budget ordinaire :

	Dépenses normales.	Dépenses de guerre.
1938 fr.	2,912,800	—
1939	6,887,780	—
1940	4,703,057	449,934
1941	7,770,190	736,670
1942	4,398,860	119,077
1943	3,971,218	88,090
1944	3,671,204	764,575
1945	8,167,716	416,609
Totaux fr.	42,482,825	2,574,955

Total général du budget ordinaire : 45.057,780 francs.

Budget extraordinaire :

1938 fr.	6,751,963
1939	4,992,043
1940	2,220,660
1941	12,411,446
1942	3,515,992
1943	2,778,038
1944	5,331,277
1945	1,258,478
Total fr.	39,259,897

Total général : ordinaire + extraordinaire = 84.317,677 francs.

BELGISCHE SENAAAT

VERGADERING VAN 18 DECEMBER 1945.

Verslag uit naam der Commissie van Openbaar Onderwijs, belast met het onderzoek van het Wetsontwerp, houdende de Begrooting van het Ministerie van Openbaar Onderwijs voor het dienstjaar 1945.

(Zie gedrukt stuk n^o 5-IX van den Senaat.)

Aanwezig : de heeren CATTEAU, voorzitter; BRIFAUT, DE BRUYNE, DESMET (Pierre), GILBART, HANQUET, HANS, LEGRAND, LEYSEN, MISSIAEN, ROMBAUT, E. P. RUTTEN, Mev. SPAAK, de heeren VERMEYLEN, YERNAUX en MATAGNE, verslaggever.

INLEIDING.

Voor de onderzochte begrooting kunnen de volgende cijfers worden aangegeven :

Eerste artikel. — Kredieten voor 1945 ter dekking van :

1 ^o de gewone uitgaven van het Ministerie van Openbaar-Onderwijs	fr.	2,335,124,690
2 ^o de buitengewone uitgaven		39,612,250
		<hr/>
zijnde voor het eerste artikel. . fr.		2,374,736,940

Tweede artikel. — Kredieten ter dekking van

de uitgaven ingevolge den oorlog	fr.	23,757,360
--	-----	------------

Totaal der begrooting . . fr. 2,398,494,300

zijnde nagenoeg : **2 milliard 400 miljoen frank.**

De gewone uitgaven beslaan dus 97 t. h. van de begrooting.

Onder de gewone uitgaven, is de post, die in omvang de overige ver te boven gaat, die der activiteitswedden van de ambtenaren, de leeraren, het kantoor- en dienstpersoneel, de gezinsvergoedingen, verblijfvergoedingen, kinderbijlagen, kosten van laatste ziekte en begrafenis, enz. Deze post bedraagt bijna 2,095 miljoen frank of ongeveer 87 t. h. van de geheele begrooting of nog 90 t. h. van de gewone uitgaven.

Het is algemeen bekend, dat een opeenhooping van cijfers voor de meeste menschen afstootend werkt.

De verslaggever bedoelt dan ook geen afzonderlijke cijfers aan te geven voor het hoofdbestuur, het hooger onderwijs, het middelbaar onderwijs, het normaalonderwijs, het lager onderwijs of de schoone kunsten, al kon dat zijn nut wel hebben.

Maar hij acht in verband met het belang dat velen hechten aan het technisch onderwijs, de opmerking gewenscht, dat de uitgaven voor dien tak van onderwijs ruim 336 millioen frank bedragen, d.i. ongeveer 14 t. h. van de in de afdeling gewone uitgaven en bij de uitzonderingsuitgaven van de begrooting vermelde sommen.

* * *

Ten slotte is het ter beantwoording van een vraag, die verscheidene senatoren gesteld hebben, gewenscht, om de begrootingen van juist vóór den oorlog tegenover die van thans te plaatsen.

Begrooting van het Ministerie van Openbaar Onderwijs	In 1939	In 1940	In 1946
Gewone uitgaven fr.	1,221,973,874	1,296,897,679	2,335,124,690
Uitzonderingsuitgaven	12,986,500	11,185,700	39,612,250
Uitgaven ingevolge den oorlog	—	—	23,757,360
TOTALEN fr.	1,234,960,374	1,308,083,379	2,398,494,300

Een lid van de Commissie van Openbaar Onderwijs heeft in verband met de besproken begrooting eenige opmerkingen gemaakt, die des te algemeener zijn, daar zij ook voor alle begrootingen gelden.

Hij overweegt — en waarom zouden zijn collega's het daarmede niet eens zijn — dat de begrooting voor 1945 laat is ingediend en dat de kredieten voor 1945 derhalve zullen opgebruikt zijn, nog vóór dat de begrooting bij den Senaat in behandeling komt.

Hij meent dat een vergelijking tusschen de uitgaven in 1944 en 1945 zinloos is. Hij zou gaarne weten, of de kritiek omtrent de uitbreiding van het aantal ambtenaren op eenigen grond berust. Hij betreurt het, dat men met 14 bladzijden denkt te kunnen volstaan voor een rechtvaardiging van de specificering van uitgaven, die 300 bladzijden beslaan in het ontwerp van de begrootingswet, wat het onderzoek van de begrooting bemoeilijkt.

Als regel kan aangenomen worden, dat aan het onderzoek van een begrooting zeker niet veel gemak verbonden is.

Daarom moeten zij, die ze op te maken hebben, naar helderheid streven.

Bij voorbeeld, als de verantwoordingsnota's niet genoeg licht werpen op sommige uitgaven, dan ondervindt het parlementslid, dat een degelijk inzicht wil verkrijgen, daar den last van bij het bestudeeren van de begrooting.

DE SCHOOLCOMMISSIE.

Mag er bondig gewag worden gemaakt van de beslissing door de Regeering getroffen op Donderdag 29 November in verband met de oprichting eener schoolcommissie?

Het geldt een extra-parlementaire commissie voor de organieke studie van het onderwijs.

In werkelijkheid gaat de keus van de Belgen tusschen een dubbel onderwijs dat stevig is ingeworteld in onze tradities en dat overeenstemt met de groote wijsgeerige stroomingen van de bevolking.

De Regeering is er om bezorgd den schoolstrijd uit te schakelen en er een einde aan te maken. Zij meent dezen uitslag te bereiken door de oprichting van bedoelde commissie die een middenafdeeling en gespecialiseerde subsommissiën (technisch onderwijs, lager onderwijs, middelbaar en normaal onderwijs) zal omvatten.

De verslaggever meent het advies van de Senaatscommissie voor Openbaar Onderwijs te vertolken door wenschen te vormen voor het welslagen der werkzaamheden van de schoolcommissie die moeten worden afgesloten tegen 31 Januari 1946.

BEWAARSCHOOLONDERWIJS.

Deze benaming is gebruikelijk in de loopende taal en bij het Departement van Openbaar Onderwijs.

Het type-reglement is het type-programma der gemeentelijke bewaarscholen dagtekenend van 14 Juni 1927.

Aard van de school.

Deze wordt nader bepaald bij het eerste artikel van het type-reglement :

« De bewaarschool verzekert den overgang tusschen de moederlijke opvoeding en het lager onderwijs. Zij waakt voor de lichamelijke ontwikkeling van het kind en door een begin van intellectuele, zedelijke en sociale opvoeding bereidt zij het voor om met vrucht het lager onderwijs te volgen.

Art. 2. — De bewaarschool neemt de kinderen aan vanaf den leeftijd van 3 jaar tot op het oogenblik dat zij aan den schoolplicht zijn onderworpen.

Onder het stelsel van een regime van vrije bijwoning van de school waren de bewaarscholen op 1 October 1939 ten getale van 4,182. Onderstaande tabel werpt meer licht op den toestand :

Bewaarscholen.

	A A N T A L					
	SCHOLEN		KLASSEN		INGESCH. LEERLINGEN	
	1-10-1939	1-10-1945	1939	1945	1939	1945
Gemeentelijke . .	1,586		2,499		66,826	
Aangenomen . .	1,557		3,153		119,515	
Aanneembare . .	1,039		1,673		52,204	
TOTALEN . .	4,182		7,325		238,545	

zegge een gemiddelde per klas van :

In 1939, respectief 27, 38, 31 leerlingen en in 1945,.....

Wij onderlijnen het volgende :

1^o In den kindertuin is de opvoeding vrij van alle stelselmatige taak van onderwijs buiten de zorg voor de taal der kinderen;

2^o De lokalen moeten gezond, prettig en gezellig zijn, voorzien van een tuin voor de spelen en bezigheden in openlucht.

Wij beperken hierbij onze opmerkingen en behouden ons voor daarover breedvoeriger uit te wijden bij de bespreking der begroting van Openbaar Onderwijs.

LAGER ONDERWIJS.

Herklasseering van het onderwijzend personeel.

Wij willen gelukkige meesters in gelukkige scholen. Door deze bezorgdheden gedreven heeft een lid der Commissie, goedgekeurd door al zijn collega's, nadruk gelegd op de noodzakelijkheid van de herklasseering der onderwijzers. De wensch is eensgezind.

Weet men dat in de klasseering der Staatsambtenaren het onderwijzend personeel een volstrekt minderwaardige positie bekleedt?

Aldus wordt een bewaarschool gerangschikt op denzelfden voet als de laatste bediende van wie slechts primaire kennissen worden gevorderd ; een lager onderwijzer staat op gelijken voet met klerken die slechts een diploma van middelbaar onderwijs bezitten.

Er bestaat, gedagteekend 10 October 1941, dus onder het verafschuwd regime van de nazi-bezetting, een brief gericht tot het wervingssecretariaat door het Ministerie van Openbaar Onderwijs — wel te verstaan het algemeen secretariaat van het departement — waarbij het diploma van de normaalschool wordt gelijkgesteld met het diploma van de middelbare school.

Deze brief druischt tevens in tegen het gezond verstand en tegen onze vaderlandlievende gevoelens. Hij beteekent een klaarblijkende onrechtvaardigheid waaraan een einde dient gemaakt, indien men wil dat diegenen van wie de opvoeding en het onderwijs van onze kinderen en derhalve hun toekomst grootendeels afhangen, zich uit ganscher harte van hun edele taak kwijten.

Men moet in de sociale hiërarchie de opvoeding rangschikken op de plaats die haar toekomt. De onderwijzers en de onderwijzeressen, meerendeels van nederige afkomst, verlaten de school op 19 of 20 jaar. Zij hebben een algemeen onderwijs genoten dat ze minstens op hetzelfde peil plaatst als de jongelieden die op 18jarigen leeftijd een getuigschrift van humaniora verkrijgen.

In sommige opzichten bestaat er op dit punt een gelijkenis, die de officieele kringen moeten erkennen, die de opvoeders terecht opeischen en die de Commissie van Openbaar Onderwijs eensgezind steunt.

Aan den anderen kant, vormen de normaalscholen al te veel onderwijzers, velen mogen geen benoeming in het onderwijs verwachten indien zij niet het geduld hebben doorgaans jaren te wachten.

Het is dus logisch dat de meesten dezer jongelieden trachten hun loopbaan te maken in het bestuur.

Welnu, het statuut Camu stelde ze gelijk met de gediplomeerde jongelieden der middelbare scholen (middelbaar onderwijs van den lageren graad). Hieruit volgde dat de onderwijzers die wenschten in de Staatsbesturen te treden, werden gerangschikt in hetgeen men overeengekomen is te noemen de derde categorie der candidaten-Staatsbedienden waarvan de benaming veel lager is dan die der onderwijzers die het geluk hadden een benoeming in het onderwijs te verkrijgen.

De onderwijzers moeten worden gerangschikt in de tweede categorie : de Regeering heeft hiervan trouwens de verzekering gegeven aan de bevoegde vertegenwoordigers van het onderwijzend personeel.

Het is ons aangenaam vast te stellen dat het Departement van Openbaar Onderwijs aan de diensten van algemeen bestuur van den Eersten-Minister een gunstig advies heeft gegeven voor de herklasseering der onderwijzers nl. dat de houders van een diploma van onderwijzer mogen toegelaten worden tot de wedstrijden van toelating tot de stage.

In het statuut der Staatsbedienden, verschenen op 7 Augustus 1939, moet het diploma van bewaarschoolonderwijzeres worden gerangschikt onder de derde categorie.

Er dient opgemerkt dat de herklasseering der onderwijzers moet gepaard gaan met een herziening van hun barema's en wij meenen dat deze herziening aan den gang is.

Bevolking van het lager onderwijs.

Wij schrijven in ons verslag van December 1939 over de begrooting van 1940 dat het aantal leerlingen in het lager onderwijs gestadig afneemt sedert 1933 terwijl het aantal leden van het onderwijzend personeel stijgt, waarvan stellig 12,000 minder dan 45 jaar oud zijn.

Laten wij opnieuw de tabel onderzoeken die alsdan werd uitgegeven :

Soorten scholen	Aantal leerlingen	Aantal klassen	Aantal leerlingen	Gemiddeld aantal leerlingen per klas
Gemeentelijke	5,216	16,389	471,066	29
Aangenomen	2,082	9,747	315,920	32
Aanneembare	1,349	5,791	166,743	29
TOTALEN	8,647	31,927	953,729	30

Lager onderwijs (26 September 1945)

PROVINCIEËN	OFFICIEEL ONDERWIJS				VRIJ ONDERWIJS (aangenomen en aanneembare scholen)			
	Aantal klassen		Aantal leerlingen		Aantal klassen		Aantal leerlingen	
	1939	1944	1939	1944	1939	1944	1939	1944
West-Vlaanderen	1,095	1,096	33,626	29,848	2,807	2,998	92,197	92,470
Oost-Vlaanderen	1,658	1,691	51,154	47,860	2,801	2,917	92,147	91,827
Antwerpen	2,409	2,226	77,170	63,204	2,465	2,563	79,240	78,414
Limburg	469	494	14,937	14,316	1,644	1,738	55,150	56,275
Vlaamsch Brabant	1,453	1,640	44,903	39,745	1,076	1,120	33,601	33,222
Brusselsche agglomeratie	1,633	1,497	44,017	30,138	875	979	25,231	25,468
Waalsch Brabant	483	475	13,162	10,999	266	266	7,435	7,103
Henegouwen	2,920	2,644	81,454	64,553	1,635	1,625	45,738	43,393
Namen	919	902	24,601	22,164	526	532	15,211	14,657
Luik	2,488	1,995	67,078	44,994	1,043	1,059	28,728	28,073
Luxemburg	716	713	19,041	17,670	299	315	8,673	8,665
TOTALEN	16,243	15,373	471,143	385,491	15,437	16,112	483,351	479,567

Sommige cijfers van deze tabel werden openbaar gemaakt; deze tabel stemt tot nadenken. Laten wij hopen dat ze de aandacht heeft van de leden der Schoolcommissie en van alle opvoeders.

Een lid van de Commissie van Openbaar Onderwijs betreft het, dat zekere onderwijzers in twee of drie graden moeten onderwijzen. Hij denkt dat deze praktijk ten deele verklaart waarom het lager onderwijs, zooals hij het noemt, onvoldoende is.

Hij is tegen de verspreiding van de klassen in de gemeenten en zou willen, dat er in de wijken of gehuchten van een gemeente slechts een bewaarschool ware en de 1^{ste} graad van de lagere school, terwijl de klassen van den 2^{en}, 3^{en} en 4^{en} graad zich in het centrum van de gemeente zouden bevinden met goed toegeruste klassen, voorzien van alles wat onmisbaar of zonder meer noodzakelijk is voor een vruchtbaar onderwijs.

Hij zou willen, dat de onderwijzer niet meer dan twee studie jaren mag onderwijzen.

Hij wenscht dat de Openbare scholen, evenals de vrije scholen, zouden staan onder een comité van beheer onder het voorzitterschap van den schepen van Openbaar Onderwijs en waarvan de leden als vertegenwoordigers van de vaders der leerlingen zouden optreden.

De Commissie van Openbaar Onderwijs wenscht de onderwijzers te zien aanmoedigen en hun voorbereiding tot de moeilijke en edele taak die zij vervullen te zien verbeteren en verstevigen.

Men stelt vast dat de toelagen aan het fonds voor meerbegaafden geleidelijk zijn verminderd terwijl het daarentegen zou passen zich bijzonder edelmoedig te toonen jegens de werkelijk meer begaafden. Kortom, de werking van deze instellingen moet worden herzien, te meer daar de oorlog verwoestingen heeft aangericht in de selectiecomité's, hetgeen de werking van het fonds in sommige streken, onder meer te Antwerpen, heeft lamgelegd.

DE VIERDE GRADEN.

Het past te herhalen dat :

1^o iedere lagere school niet is voorzien van een vierden graad;

2^o de tabel der indeeling van de vierde graden, verschenen in het verslag over de begroting van 1940, den toestand weergaf op 1 Januari 1939.

Het Rijk telde alsdan — en de huidige toestand is vermoedelijk dezelfde — 8,712 lagere scholen; 3,106 onder deze scholen, zegge 35 t. h., bezaten geen vierden graad.

Wel verstaan dit procent schommelt van een provincie tot de andere.

In de provincie Luxemburg b.v. bezitten 78 t. h. van de scholen geen vierden graad.

In Oost-Vlaanderen is het slechts 6 t. h.;

3^o er vier strekkingen of types van vierden graad voor jongens en vijf voor meisjes bestaan : algemeen type, technisch type, landbouwtype, handelstype en — voor de jonge meisjes — huishoudelijk type.

De vierde graad werd op 1 Januari 1939 gevolgd door 50,000 jongens en 55,457 meisjes.

Indien deze opmerkingen hier worden gemaakt, dan is het omdat in de redevoering uitgesproken op 1 October 1945 in het Paleis der Academiën door Minister Buissereet — in aanwezigheid van leden van den verbeteringsraad van het middelbaar onderwijs, van de atheneumprefecten, van de bestuurders en bestuursters van Rijksmiddelbare scholen — de Minister het volgende heeft verklaard :

« Wat mij betreft, ik voorzie de afschaffing van den lageren vierden graad en van alle vroegtijdig beroepsonderwijs ». In werkelijkheid gaat het niet om afschaffing maar wel om aanpassing, om hervorming, hetgeen veel beter is.

Iedereen gaat akkoord om te erkennen dat thans in vele gevallen de vierde graad voor de jeugd zonder uitweg is.

Het is dus te verwachten dat het vraagstuk van den vierden graad in den Senaat zal worden opgeworpen.

Deze korte beschouwingen leiden ons tot het vraagstuk der verlenging van den schoolplicht.

Leden der Commissie van Openbaar Onderwijs maken deel van studiediensten die zich bezighouden met dit vraagstuk waaraan de pers talrijke kolommen heeft gewijd.

Het is merkwaardig hoe de meeningen in dit opzicht uiteenloopen. Er wordt veel gesproken van verlenging tot den leeftijd van 16 jaar.

Een lid der Commissie van Openbaar Onderwijs heeft dit voorstel verdedigd. Een ander lid meent dat de toepassing zou stuiten op moeilijkheden onder meer op gebied van landbouwonderwijs.

Maar de Commissie was eenparig akkoord over het beginsel der verlenging van den schoolplicht tot den leeftijd van 16 jaar.

Dit is een belangrijke beslissing die van dien aard is dat zij de studie van het vraagstuk en zijn verwezenlijking kan vooruit helpen.

Op de begrooting van 1945 wordt een krediet van 4,500,000 frank uitgetrokken voor de betaling van alles wat betreft de verlenging van den schoolplicht zooals zij wordt toegepast in minder dan 400 gemeenten.

MIDDELBAAR ONDERWIJS.

Toen de Minister op 11 December wel wou ingaan op den wensch der Commissie door de vergadering dezer laatste bij te wonen, maakte een lid zich bezorgd over de vraag te weten of de Regeering werkelijk het inzicht had zich te leenen tot het eventueel overnemen der gemeentelijke instellingen van middelbaar onderwijs.

De Minister beklemtoonde dat voor dergelijke overneming de eerste voorwaarde is dat het akkoord van den Minister van Financiën wordt verkregen. Voortgaande met zijn opvatting inzake middelbaar onderwijs, oordeelt de Minister dat het kind van 12 tot 14 jaar een onderwijs moet genieten waarvan alle specialisatie is uitgesloten; dit moet ook het geval zijn in de middelbare beroepsscholen. De mogelijkheid over te gaan van een onderwijs tot een ander moet worden gegeven door middel van bijzondere formules van schoolkeuze en beroepskeuze.

De Minister verklaart zich voorstander van de verlenging van den schoolplicht. Zij bestaat tot 16 jaar in Eupen Malmedy, maar zij heeft er ten doel de heropvoeding van de jeugd.

De Minister weet dat het peil van de algemeene ontwikkeling van de massa moet worden opgevoerd en dat de technische bekwaamheid van onze arbeiders moet worden verbeterd, ten einde onze nijverheidvoortbrengst te volmaken. Hij ziet uit naar een oplossing voor het vraagstuk der verlenging van den schoolplicht, alsmede voor het vraagstuk van den vierden graad. Hij verklaart dat hij zelf, bijgestaan door drie bevoegde ambtenaren, zich bezighoudt met het opmaken van een plan dat binnen drie maanden zal worden voorgelegd aan de Vereenigde Commissiën van Openbaar Onderwijs van Kamer en Senaat.

Het is wenschelijk dat de Minister in staat zij aan de Hooge Vergadering een uiteenzetting te geven van de vordering van dit werk bij de bespreking van de begrooting.

Varia.

Tal van vraagstukken zullen breedvoerig worden behandeld in den loop van deze bespreking en dat is ook noodig.

Wij kunnen ze, ondanks ons verlangen, in dit verslag niet in oogenschouwen nemen.

Het aantal vragen gesteld door de leden der Commissie en de omvang der antwoorden zetten ons er toe aan hier de algemeene beschouwingen van de Commissie stop te zetten.

Wij hebben evenwel den plicht nadruk te leggen op de noodzakelijkheid van een ernstige aanpassing der toelagen ten bate der conservatoria en der instellingen die mooie concertprogramma's doen uitvoeren.

En samen met de eensgezinde Commissie, drukken wij den vurigen wensch uit dat zoo spoedig mogelijk de verschillende officieele departementen hun inspanningen zouden samenvoegen opdat de toestand op gebied van opeisching der schoollokalen krachtdadig zou worden verbeterd.

Stemming.

De begrooting van het Ministerie van Openbaar Onderwijs werd met 8 tegen 6 stemmen aangenomen.

Dit verslag werd eenstemmig goedgekeurd.

De Verslaggever,
L. MATAGNE.

Le Voorzitter,
E. CATTEAU.

VRAGEN EN ANTWOORDEN.**VRAAG N^o I. — Aantal ambtenaren.**

Ten einde te kunnen nagaan wat er gegrond is in de kritiek omtrent de uitbreiding — laten wij zeggen de vermeende uitbreiding — van het aantal ambtenaren, werden inlichtingen gevraagd over het aantal personeelsleden in verschillende sectoren in 1939 en 1945.

Ziehier de gegevens van het Departement.

A. — Hoofdbestuur.*Aantal personeelsleden.*

KADER		BEZETTING	
In 1939	In 1945	In 1939	In 1945
428	496	422	515
			waaronder 16 gedetacheerden bij het Cabinet van den Minister, die luidens het Koninklijk besluit op de werking der Ministerieele Cabinetten vervangen kunnen worden en het ook zijn.

B. — Instellingen van Middelbaar Onderwijs.**I. — Inspectie.**

	BEGROOTING 1939		BEGROOTING 1945	
	Kader	Bezetting	Kader	Bezetting
Inspecteur-Generaal	1	1	1	1
Inspecteur voor de Algemeene Vakken . .	4	4	4	5
Inspecteur voor de Bijzondere Vakken . .	7	7	7	8
Inspecteur voor de Handwerken	—	1	—	1
Inspecteur van de Lessen in Moderne talen .	2	2	2	—
Belast met een opdracht	—	2	—	1
TOTALEN	14	17	14	16

2. — Aantal personeelsleden in de instellingen van middelbaar onderwijs.

In 1939..... 4,315

In 1945..... 4,785

C. — Normaal Onderwijs.**I. — Inspectie.**

Begrooting 1939		Begrooting 1945	
Kader.	Bezetting.	Kader.	Bezetting.
—	9	—	9

In 1945 werd de algemeene inspectie van het middelbaar onderwijs en het normaal onderwijs gesplitst zonder uitbreiding van het personeel.

2. — Diocesaan toezicht.

Hoofdinspecteurs : 9.
Inspecteurs : 29.

3. — Aantal beambten.

In 1939 : 713.
In 1945 : 687

Evenwel is het cijfer voor 1945 sedert den datum van de eerste statistiek voor de begrooting 1945 met verscheidene eenheden vermeerderd, aangezien het dient te worden verhoogd ingevolge :

- 1^o de instelling van 12 nieuwe plaatsen;
- 2^o het herstel van sommige toestanden van 1939, die tijdelijk werden opgeheven gedurende de bezetting, met name :
 - a) in het Staatstehuis voor schipperskinderen te Saint-Ghislain (dat tijdens den oorlog gesloten werd en waarvan het personeel over andere instellingen werd verdeeld);
 - b) in sommige Rijksnormaalscholen waar het toezichthoudend personeel als gevolg van de sluiting der kostscholen verminderd werd.

D. — Lager Onderwijs.**1^o — Inspectie van het lager onderwijs.**

Op 1 December 1939 en op 1 December 1945 bedroeg het maximum aantal betrekkingen volgens het reglement als volgt :

1^o Kader :

- 2 algemeen opzieners;
- 26 hoofdopzieners;
- 170 kantonale opzieners;
- 26 opziensters over de vrouwelijke handwerken.

Feitelijk is het aantal gebieden van het hoofdopzicht en de schoolkantons bepaald binnen de bovenstaande grenzen met inachtneming van de werkelijke behoeften.

2^o *Bestaande betrekkingen :*

Op 1 December 1939, bestonden er :

- 2 betrekkingen van algemeen opziener;
 - 25 » van hoofdopziener;
 - 1 » van opziener over de voorbereidende afdeelingen bij de middelbare scholen;
 - 162 » van kantonaal opziener;
 - 25 » van opzienster over de vrouwelijke handwerken.
- In al deze betrekkingen was een titularis.

Op 1 December 1945 bedroeg de inspectiedienst als volgt :

- 2 betrekkingen van algemeen opziener { overal een titularis;
- 25 » van hoofdopziener { id. id.
- 162 » van kantonaal opziener, waarvan 15 zonder titularis;
- 25 » van opzienster over de vrouwelijke handwerken, waarvan 1 voorloopig zonder titularis.

In Februari 1946 zal een examen voor kantonaal opziener plaats hebben en voor opzienster over de vrouwelijke handwerken wordt insgelijks een examen-zitting in 1946 in uitzicht gesteld, zoodat in de openstaande betrekkingen zal kunnen worden voorzien.

2^o. — *Onderwijzend personeel van de aangenomen en aanneembare lagere scholen en bewaarscholen van de gemeenten.*

I. — LAGERE SCHOLEN.

	Toestand op 1 October	
	1939	1945
Aantal beambten in functie	36,028	35,622
Aantal subsidies, van Staatswege betaald	33,449	32,448

II. — BEWAARSCHOLEN.

Aantal beambten in functie	7,422	7,355
Aantal subsidies, van Staatswege betaald	7,023	6,900

VRAAG N^r II. — **Terbeschikkingstelling.**

Zie artikel 4 van hoofdstuk I van de 1^{ste} afdeeling (gewone uitgaven) blz. 311.
De vermeerdering bedraagt 2,093,885 frank.

Hoeveel beambten werden ter beschikking gesteld :

- 1^o in 1939?
- 2^o In 1945?

MINISTERIE
VAN
OPENBAAR ONDERWIJS
—
HOOFDBESTUUR
—

II. — Aantal beambten ter beschikking in :

		1945
1939		
3 — afschaffing van betrekking.		5 — afschaff. betrekk. op h. verzoek.
2 — intrekking van betrekking.		7 — intrekking van betrekking.
3 — betrekking Congo.		4 — in Congo.
4 — opdracht buitenland.		2 — voor opdracht.
I — ziekte.		8 — ziekte.
I. — in het onderwijs.		2 — in het onderwijs.
—		4 — leeftijdsgrens.
II		I — persoonlijke aangelegenheden.
		I — dienstneming bij het leger.
		I — proeftijd als gerecht. officier.
		2 — tijdelijk Universiteit Gent.
		I — tijdelijk naar Belastingen.
		—
		38

N. B. — De toelichting bij het ontwerp-begroting van Juli 1944 stemt niet meer overeen met de werkelijkheid. Immers, zij die uit hun ambt waren verwijderd krachtens de Duitse verordening op de verjonging van de kaders of van den bezetter verbod hadden gekregen, hun ambt uit te oefenen, zijn thans terug.

De vermeerdering met 2,093,885 frank kwam grootendeels uit deze dwangmaatregelen voort. Daarentegen valt op te merken, dat onder de in 1945 ter beschikking gestelde beambten ook begrepen zijn degenen, die ter beschikking gesteld werden wegens hun houding tijdens de bezetting.

MINISTERIE
VAN
OPENBAAR ONDERWIJS
—

Algemeene Directie
van het Hooger Onderwijs
en de Wetenschappen
—

WETENSCHAPPELIJKE INSTELLINGEN.

Ter beschikking gesteld :

In 1939 : 4. In 1945 : 2.

—
UNIVERSITEIT TE LUIK.

Ter beschikking gesteld :

In 1939 : 3. In 1945 : 5.

RIJKSMIDDELBARE ONDERWIJSINSTELLINGEN.

Beschikbare agenten :

1939	1945
8	17+96 (wegens incivisme).

 113

Aantal leden van het personeel der Rijksinstellingen voor normaal onderwijs en der tehuizen van den Staat voor kinderen van schippers.

Beschikbaar in 1939 : 7.

Beschikbaar op 1 December 1945 : 8 (met inbegrip van de agenten beschikbaar gesteld wegens incivisme).

LEDEN DER INSTELLINGEN AFHANGENDE VAN HET BESTUUR DER
SCHOONE-KUNSTEN.*Beschikbaar :*

In 1939 : 16. In 1945 : 51.

Aantal agenten der technische scholen van den Staat die beschikbaar waren

Idem

in 1939 : 3
in 1945 : 14VRAAG N^o III.Zie artikel 5. — *Vergoedingen voor allerlei diensten.*

Hoofdbestuur, blz 310.

Overuren gepresteerd door het personeel voor uitkeering der wedden : 648,000 frank.

Verhooging : 1,137,620 frank.

Men zou de schifting van deze laatste som moeten hebben.

Art. 5. — Vergoeding voor allerlei diensten.

Het krediet van 1,500,290 frank wordt onderverdeeld als volgt :

Art. 5-1. — 1945.

Kabinetvergoedingen	fr.	400,000
-------------------------------	-----	---------

ALGEMEEN SECRETARIAAT.

Cultuurraden : Secretarissen	7,100	
	7,100	
	<hr/>	14,200
Bijzondere dienstbaarheid		6,000 (thans bijkomend).
Autografieën		3,500
Nachtronden		2,190
Onderhoud van de lokalen en van het mobielair		2,500
Opvoedende bioscoop		12,000
Juridisch adviseur		6,000
Bijzondere prestaties		6,000
Verwarming van het ministerieel hotel		3,600
Buitengewone prestaties		1.800
Huisbewaarder Kamer der Volksvertegenwoordigers		1,000

Overwerk :

a) Derde bureau	192,000		
b) Normaal en lager onderwijs	<u>456,000</u>		
		<u>648,000</u>	706,790

*Raden, diensten, enz.**Hooger onderwijs :*

Dienst der reisbeurzen	750		
Centrale examencommissies	6,600		
Taalcommissie	850		
Homologatiecommissie	3,800		
Examencommissie voor handels- wetenschappen	2,300		
Bekrachtigingscommissie	2,650		
Universitaire wedstrijd	<u>750</u>		17,700

Middelbaar onderwijs :

Raad voor volmaking			900
-------------------------------	--	--	-----

Normaal onderwijs :

Inspectie	29,000		
Sprekers	<u>5,000</u>		34,000

Lager onderwijs :

Interims inspectie			185,000
------------------------------	--	--	---------

Schoone-Kunsten :

Commissie voor oude volksliederen:

Secretariaat		8,000 (niet gewerkt in 1945)	
Missie van toezicht		800 (thans opgeheven)	
Dienst der tentoonstellingen	24,000		
	<u>2,500</u>	26,500	(idem)
Reorganisatie bibliotheek schoone- kunsten		36,000	

SECRETARIAAT.

Raad voor de volmaking van de muziek	fr. 1,300	
Comité muziekkunst	800	
		2,100
Groote zgn. Romewedstrijd		2,000
Groote wedstrijd van toondicht		2,000
Commissie voor publicatie werken van oude Belgische musici		3,000 (opgeh. sed. 1944)
Hooge raad voor volksopvoeding		4,500
Inspectie Teekenacademiën : bijzondere prestaties		6,000
Vergoedingen aan professoren, belast met cursussen voor candidaat bibliothecarissen.		45,000
		<u>135,900</u>
<i>Technisch onderwijs :</i>		
Hooge raad en Raad voor volmaking. . fr.	14,000	
Verificatie Fransche afdeling.	6,000	
		<u>20,000</u>
Totaal. . fr.		<u>1,500,290</u>

De vermeerdering met 1,137,620 frank ten opzichte van 1944 is te verantwoorden ten bedrage van :

1° 400,000 frank voor de betaling van kabinetvergoedingen (deze post werd tijdens den oorlog afgeschaft);

2° 648,000 frank voor bezoldiging van overwerk in de diensten tot uitbetaling van de wedden; deze diensten mogen overuren maken bij de toepassing van de talrijke algemeene maatregelen betreffende de wijzigingen van het weddestelsel. Soortgelijke wijzigingen komen geregeld voor : de overuren zullen alleen dan kunnen afgeschaft worden, wanneer een vaster stelsel tot stand komt;

3° 70,000 frank verhooging van het krediet ter bezoldiging van interimkosten bij de inspectie van het lager onderwijs, het krediet van 115,000 frank voor 1944 is zeer ontoereikend gebleken (Tijdens den oorlog zijn posten van opziener vacant gebleven.)

4° 19,620 frank, wederaanpassing van het bedrag der onderscheiden vergoedingen.

VRAAG N° IV. — **Uitgaven van de Diensten te Londen.**

Zie blz. 329 bij de uitgaven ingevolge den oorlog. De verhooging in dezen post bedraagt 20,547,360 frank. Nadere opgaven worden verlangd.

ANTWOORD.

Uitgaven der diensten te Londen.

Verhooging : 20,557,360 frank.

Het geldt geen verhooging; deze som vertegenwoordigt de begrootingsramingen opgemaakt in 1944 voor het jaar 1945.

a) *Hoeveel werd er uitgegeven in 1945 ?*

De bescheiden der boekhouding van de diensten te Londen bevinden zich thans nog in deze laatste stad.

Het is thans niet mogelijk aan de Commissie een juist cijfer te verstrekken.

Uit inlichtingen ingewonnen bij het departement blijkt echter dat de globale uitgave op 1 September 1945 niet de 9/12 vertegenwoordigde van de voor 1945 voorziene begrooting, daar een deel der diensten op dezen datum in likwidatie was.

b) *Hoeveel Belgen hebben de scholen in Engeland bezocht ?*

Ongeveer 2,500 leerlingen.

c) *Hoeveel leeraars en hoeveel kunstenaars werden betaald op de begrooting van den Staat in Engeland ?*

Leeraars : ongeveer 175.

Kunstenaars ? (Zeer langdurige berekeningen daar het aantal dezer personen die betaald werden op verschillende begrootingen, vrij hoog is.)

VRAAG N^r V. — **Epuratie**

Welke criteria werden aangenomen ?

Hoeveel dossiers werden aangelegd ?

Welk is het aantal en de aard der getroffen sancties ?

ANTWOORD.

Nota betreffende de criteria aangenomen inzake epuratie.

Al de leden van het personeel van het middelbaar en normaal onderwijs van den Staat hebben een vragenlijst moeten indienen. Twee inspecteurs werden gelast een onderzoek op tegenspraak in te stellen. De verslagen dezer onderzoekers werden overgemaakt aan provinciale onderzoekscommissiën.

De besluiten van deze onderzoekscommissiën werden voorgelegd aan een coördinatiecommissie die zich verzekerde of de in bijgaande tabel voorziene sancties werden toegepast.

Indien de straf overwogen door den Minister lager was dan die voorgesteld door de provinciale onderzoekscommissiën, dan werd het dossier voor advies voorgelegd aan afgevaardigden van de groep gewezen politieke gevangenen van het onderwijs.

VOORSTELLEN INZAKE SANCTIES.

<i>Beoogde gevallen.</i>	<i>Tuchtstraffen.</i>
I. Deelneming aan een Duitsche of pro-Duitsche militaire of paramilitaire instelling.	Afzetting.
II. <i>Deelneming aan de Duitsche politieke actie :</i>	
1° a) lid van V.N.V., <i>Devlag</i> of Rex enkel tot 1 Januari 1941;	Zonder gevolg.
b) lid tot 1 Januari 1942;	6 maanden schorsing.
c) lid na 1 Januari 1942.	Afzetting (behoudens verzachtende omstandigheden).
2° Aansluiting bij Agra, N.S.D.A.P.;	Afzetting.
3° Lid van U.T.M.I., U.H.G.A. of soortgelijke instellingen :	
a) leidende of actieve leden;	Afzetting.
b) eenvoudige aangeslotenen.	Berisping of tijdelijke schorsing, waarvan de duur afhangt van de omstandigheden.
4° Lid van O.M.O., centrale van het personeel, enz. :	
a) ontslag vóór 1 Juni 1941;	Zonder gevolg.
b) na 1 Juni 1941	
leidende en actieve leden;	Afzetting.
passieve leden.	Berisping of vertraging in de bevordering voor een bepaalden duur of schorsing.
5° Collaboratie van politieken aard aan dagbladen of aan de radio, in dienst van den vijand;	Afzetting.
6° Deelneming aan de tenuitvoerlegging der ordonnantiën genomen door den bezetter met het oog op het vernietigen van de Belgische openbare instelling.	Afzetting.
III. — <i>Collaboratie van artistieken, wetenschappelijken, litterairen, pedagogischen aard of andere, aan dagbladen, of aan de radio in dienst van den vijand :</i>	
1° a) regelmatige medewerking;	Schorsing.
b) toevallige medewerking.	Berisping of vertraging.
2° Deelneming aan pro-Duitsche cultureele werken zooals tooneelcentrale, Duitsche academie, filmcentrale, jeugdherbergcentrale, Vivo, tentoonstellingen, cultuurdagen, feesten, voordrachten :	
a) leidende leden;	Afzetting.
b) gewone leden.	Berisping, vertraging of schorsing.

5° Zijn minderjarige kinderen te hebben gemachtigd deel te maken van de Hitlerjugend, Dietsche Meisjesscharen, Blauwvoetvendels, Serments de jeunesse Rex, jeunesses rexistes féminines, Dietsche jeugd, S. S. jeugformaties, enz. of propangada te hebben gevoerd ten bate van deze instellingen.

IV. Reizen naar Duitschland :

1° op uitnoodiging van Duitsche militaire overheden met een duidelijk politiek doel;

2° op verzoek van burgerlijke overheden of van private instellingen :

a) met politiek doel;

b) met een wetenschappelijk, literair, artistiek of philanthropisch doel.

3° op persoonlijk initiatief :

a) wegens gezondheidsredenen;

b) wegens persoonlijke opzoekingen.

4° in zending voor Belgische overheden;

5° Om er lessen te geven;

6° Om er lessen te volgen;

7° Om er leerlingen te vergezellen.

V. Deel te hebben gemaakt van een examencommissie, ingericht door den bezetter of een collaborateur, van een commissie of Belgische instelling opgericht door de bezettende overheid.

Op non-activiteitsstelling of afzetting (volgens den ernst van het geval).

Afzetting.

Schorsing of blaam volgens de omstandigheden in ieder geval.

Te onderzoeken volgens de omstandigheden in ieder geval.

Id.

Afzetting.

Schorsing (op non-activiteitsstelling of afzetting in de zware gevallen).

Afzetting (behoudens verzachtende omstandigheden).

Te onderzoeken volgens de omstandigheden in ieder geval voor de ambtenaren wier inzichten en rechtschapenheid niet kunnen aanleiding geven tot verdenking of die in de onmogelijkheid zijn geweest zich te onttrekken aan de uitvoering van bevelen gegeven door hun Belgische hiërarchische oversten.

Voor diegenen die werden benoemd door den bezetter of door een collaborateur of een pro-Duitsche instelling: berisping, vertraging of schorsing volgens het geval.

VI. Aan de bezettende overheid of aan de leiders van pro-Duitsche instellingen inlichtingen of verslagen te hebben medegedeeld, betreffende het bestuur, en die voor gevolg hebben gehad collega's of leerlingen te schaden.	Schorsing, vertraging, op non-activiteitstelling of afzetting volgens omstandigheden.
VII. Te hebben blijk gegeven van sympathie voor den bezetter of propaganda voor de nieuwe orde te hebben gevoerd.	Berisping, vertraging, verplaatsing, schorsing, of afzetting volgens de zwaarte van het geval.
VIII. Een bevordering te hebben verkregen dank zij anti-Belgischen steun.	Berisping, vertraging, verplaatsing, schorsing of afzetting volgens de zwaarte van het geval.
IX. Valsche verklaring op de vragenlijst.	Schorsing van minstens drie maanden of iedere andere andere zwaardere sanctie volgens de belangrijkheid van de valsche verklaring, of van de verzwijging.

HOOFDBESTUUR EN INSPECTIE IN ALLE GRADEN.

1 ^o Aantal dossiers voorgelegd aan de vijfde onderzoekscommissie van het departement (commissie Bekaert)	42
2 ^o Aantal gevallen waarin bewuste commissie advies heeft uitgebracht	17
3 ^o Aard der getroffen sancties :	
Afzettingen	3
Ontslag van ambtswege	1
Tuchtschorsingen zonder wedde en verplaatsing	5
Blaam	1
Van ambtswege op pensioen gesteld	1
Blaam met berooving van eeretitel	1
Geen sancties	2
Sancties voorgesteld aan den Minister	3
	—
	17
In instantie bij de Commissie Bekaert	25
	—
	42 42

I. — *Wetenschappelijke instellingen.*

1^o Afgehandelde dossiers : 6.

2^o Aard der getroffen sancties :

 Nog geen enkele sanctie.

 Een geval is onderworpen aan den Minister.

 (Voor de overige wacht men op het advies der Commissie.)

3^o Aantal getroffen sancties.

 Nog geen enkele.

II. — *Unversiteit te Luik.*1^o Aangelegde dossiers : 12.2^o Aard der getroffen sancties :

Afzettingen 2

Schorsingen 2

Geenerlei sanctie te treffen . 5

Geen beslissingen getroffen . 3

3^o Aantal getroffen sancties (op 30-II-45).*Samenvattende tabel :*1^o Afzettingen : 12;2^o Schorsingen : 5;3^o Verbod hun ambt te hervatten : 6;4^o Afzetting van ambtswege : 4;5^o Blaam : 1.III. — *Unversiteit te Gent.*1^o Afgehandelde dossiers : 38;2^o Aard van de getroffen sancties :

a) afzettingen : 6 gewone hoogleeraars;

1 hoogleeraar;

1 docent;

2 werkleiders.

Samen : 10

b) schorsingen :

voor een jaar :

1 gewoon hoogleeraar;

1 docent;

voor zes maanden :

2 gewone hoogleeraars;

voor twee maanden :

1 gewoon hoogleeraar.

Samen : 5

c) blaam : een gewoon hoogleeraar;

d) ontslag van ambtswege :

1 gewoon hoogleeraar;

2 hoogleeraars;

1 repetitor.

Samen : 4

e) geen sanctie : 8;

f) gemachtigd tot hervatten van functie : 6;

g) onwaardig geacht : 4.

Schoone-Kunsten.

1 ^o Aantal dossiers, toegezonden aan onderzoekscommissies	84
2 ^o Aantal getroffen sancties :	
a) afzettingen zonder wedde (voorgelegd aan den h. Minister)	7
b) verbod tot uitoefening van hun ambt	4
c) terbeschikkingstellingen	geen
d) schorsingen } met wedde	3
} zonder wedde	81
3 ^o Gevallen in behandeling	70

Overzicht.

Afzettingen	7
Verbod tot uitoefening van hun ambt	4
Ter zijde gelegde dossiers	geen

Instellingen van Rijksmiddelbaar onderwijs.

Aantal onderzochte dossiers op 30 November 1945.	584
Getroffen sancties overeenkomstig het bepaalde in het Koninklijk besluit dd. 9 Februari 1927.	
1 ^o Afzettingen : zonder pensioen	105
met pensioen	3
	108
2 ^o Doorhaling van beambten op interim.	61
3 ^o Terbeschikkingstellingen :	
A. Bij ordemaatregel :	
a) Voor onbeperkten tijd	38
b) Tijdelijk	52
B. Bij intrekking van betrekking in het belang van den dienst.	6
	96
4 ^o <i>Berispingen</i> :	
A. Met twee of drie jaar vertraging of met een tijdelijke inhouding van de wedde en verplaatsing	133
B. Berisping zonder meer	77
	210
5 ^o Brieven tot uitdrukking van spijt, waarschuwingen, terugroepingen tot de orde	11
	486
Terzijde gelegde zaken, zonder verdere behandeling	48
	589

Statistiek der aan de onderzoekscommissie voorgelegde zaken over het personeel van de Rijksnormaalscholen en de Staatstehuizen voor schipperskinderen. (Toestand op 7 December 1945.)

A. — Aantal voorgelegde zaken : 59 (waarvan 3 hoofdzakelijk tot het middelbaar onderwijs behooren).

B. — Aantal zaken, waarvan de dossiers nog niet ingekomen zijn : 8 (+ 2 van het M.O. waarover het N.O. geen inlichtingen bezit).

C. — Aantal afgedane zaken : 49 (waarvan 1 hoofdzakelijk tot het middelbaar onderwijs behoort).

D. — Getroffen maatregelen :

a) ter zijde gelegde zaken	16	
b) brieven tot uitdrukking van spijt	1	
c) afzettingen	9	(waaronder 1 door bemiddeling van M.O.)
d) doorhaling in de kaders	5	
e) Schorsingen	2	
f) Terbeschikkingstellingen	2	
g) Berispingen	14	
Totaal	49	

Erkend technisch onderwijs,

Toestand op 30 November 1945

1^o Aantal onderzochte dossiers : 327.

2^o Aard en aantal sancties :

a) Afzettingen (zonder wedde)	103	
b) Oppensioenstelling van ambtswege	1	
c) Terbeschikkingstelling bij ordemaatregel	2	
d) Terbeschikkingstelling bij intrekking van betrekking	3	
e) Schorsing zonder wedde (1-6 maand)	17	
f) Schorsing met wedde (1 tot 6 dagen)	1	
g) Vermaningen	7	
h) Onbeëindigde zaken	0	
3 ^o Sterfgevallen tijdens het onderzoek	3	
4 ^o Ter zijde gelegde zaken	12	
5 ^o Totaal	149	} 327
In behandeling	178	

Technisch onderwijs van den Staat.

Toestand op 30 November 1945.

1 ^o Aantal afgewerkte dossiers :	26.
2 ^o Aard en aantal der sancties :	
<i>a</i>) Afzettingen (zonder wedde)	6
<i>b</i>) op pensioenstelling van ambtswege.	—
<i>c</i>) beschikbaarstelling bij ordemaatregel	—
<i>d</i>) beschikbaarstelling wegens ambtsontheffing	1
<i>e</i>) schorsing zonder wedde (1 tot 6 maand).	1
<i>f</i>) schorsing met wedde (1 tot 6 dagen).	—
<i>g</i>) blaam	3
<i>h</i>) niet afgehandelde gevallen	1
3 ^o overlijdens tijdens het onderzoek	1
4 ^o geklasseerde gevallen	—
In afwerking.	13
	26
Totaal.	26

VRAAG N^o 6. — **Staatsburgerlijke Opvoeding.**

Welke is op dit gebied de politiek van het Departement? Welke zijn de tot nog toe op dit gebied getroffen maatregelen?

ANTWOORD.

Politiek van het Ministerie van Openbaar Onderwijs in zake staatsburgerlijke opvoeding.I. — *Algemeene lijnen.*

De school moet nationaal zijn of worden, steeds meer en meer, in haar programma's, in haar methodes, in haar geest.

Dit beteekent dat zij zich tot globaal doel moet stellen het kind en de jeugd voor te bereiden tot het leven in het kader van den Belgischen Staat vooreerst zonder ze evenwel te willen houden buiten het ruimer kader van Europa en van de Wereld.

De Belgische Natie op het voorplan der bekommelingen, hetgeen niet beteekent de uitsluiting van alle andere ruimer menschelijke bekommelingen. Het geldt dus een primauteit of een prioriteit — zooals men wil — geen exclusiviteit.

Ten einde dezen voorrang van het nationale de verzekeren, is de school ertoe gehouden een gunstige atmosfeer te scheppen en te onderhouden voor de kennis, den eerbied en de liefde voor alles wat in het verleden en in het heden heeft bijgedragen tot of deelt in den stoffelijken voorspoed en de zedelijke grootheid van de Belgische Natie.

Onder al haar opvoedende bedrijvigheden zal de school zich vooral bedienen van de lessen van aardrijkskunde, geschiedenis, nationale instellingen en zedenleer om het hart en den geest van de jeugd te doordringen van het gevoelen

dat zij behoort tot de Belgische nationale gemeenschap, van den wil bij te dragen tot het behoud, de verdediging en de verheerlijking van het geboorteland.

De lessen van *aardrijkskunde* moeten leeren kennen en waardeeren het natuurschoon, de groote verwezenlijkingen van landbouw, handel en nijverheid, de groote werken — bruggen, afdammingen, havens, kanalen, dijken, enz. — zooveel mogelijk door rechtstreeksch en menigvuldig contact, op zijn minst door de film, lichtbeelden, fotografieën, prentkaarten.

De lessen van *geschiedenis* zullen de gelegenheid verschaffen de continuïteit aan te toonen van de Belgische inspanning door de eeuwen heen, de belangrijkheid te doen vatten van zijn bijdrage tot den vooruitgang der menschelijke beschaving, vurige bewondering te wekken voor de bewerkers van deze bijdrage tot het collectief werk der naties en der volkeren, ten slotte nadruk te leggen op de volkomen overeenstemmende houding van Vlamingen en Walen van België, telkens het bestaan zelf van het land in gevaar was.

De lessen van *zedenleer* — vaak samengaand met die van geschiedenis en aardrijkskunde — zullen zich tot doel stellen sommige onzer meest kenschetsende nationale deugden te verheerlijken — den zin voor rechtvaardigheid, de onwankelbare gehechtheid aan de individueele vrijheid en de collectieve onafhankelijkheid, den aanleg en den ijver voor het werk en vooral voor de kunstwerken. Bovendien, steunende op de beginselen van broederlijke vriendschap en hulpbetoon, die noodzakelijk moeten ten grondslag liggen aan de nationale school, zullen zij zich uiten in daden die ertoe strekken den zin voor het « dienen » te bevorderen.

De uren besteed aan de *lichamelijke opvoeding* zullen insgelijks moeten in toepassing brengen dezen geest van dienstbetoon, dit gevoelen van verknochtheid aan de groep, de ploeg, de collectiviteit.

Het spreekt vanzelf dat geen groote gebeurtenis van nationaal belang, geen belangrijke herdenking in Staatsburgerlijk opzicht zonder weerklink mag blijven in het schoolleven.

Ten slotte, ten einde de kinderen en de jeugd voor te bereiden voor hun toekomstige plichten in den democratischen Staat, past het dat de school afzie van de onderwijskunde van heerschzuchtig gezag en de practijk invoere van de geleidelijke en gecontroleerde vrijheid, eenig tuchtregime dat in staat is de jeugd te gewennen aan self-control en self-respect, en ze tevens te leiden tot opbouwende critiek, tot initiatief, tot verdraagzaamheid en tot den geest van persoonlijke verantwoordelijkheid.

Geleidelijk en vooral naar aanleiding van kleine gebeurtenissen van het collectief schoolleven zelf, zullen de kinderen en de jeugd de essentieele begrippen ontvangen betreffende de *Belgische politieke en administratieve instellingen*.

Het welslagen van een aldus begrepen onderwijs vergt gebiedend de tusschenkomst van het Ministerie van Openbaar Onderwijs en van de ondergeschikte openbare overheden, die belast zijn met de inrichting van de scholen. Bedoelde tusschenkomst zou onder meer moeten tot uiting komen door :

1^o het uitgeven van een *foto-album*, waarin verzameld zijn de meest suggestieve beelden van de Belgische aardrijkskundige werkelijkheid, waarvan een exemplaar ter beschikking van iedere school van het land zou worden gesteld;

2^o door het aanleggen van een *centrale filmatheek*, met gewestelijke bewaarplaatsen, die het uitleenen van filmen over aardrijkskunde, geschiedenis en Staatsburgerlijke opvoeding verzekeren aan de scholen van de steden en van het platteland.;

3^o eventueel door de inrichting van een *rondreizenden dienst voor bioscoopvoorstellingen ten behoeve van de scholen*;

4^o door het uitgeven van een klein boekje voor staatsburgerlijke opleiding, in handen van de jeugd te geven.

2. -- *Getroffen maatregelen.*

A. — LAGER ONDERWIJS.

In het lager onderwijs werd de aandacht van het geheele personeel met den meesten nadruk gevestigd op de noodzakelijkheid om alles in het werk te stellen, opdat de eigenlijke opvoeding en de staatsburgerlijke opvoeding in het bijzonder voortdurend zou verzorgd worden.

Een verslag van den H. Lorent, Eere-Directeur-Generaal van het normaal onderwijs onder den titel : « De staatsburgerlijke opvoeding op school — Doel en middelen », werd door de zorg van het Departement in het Fransch en het Nederlandsch gedrukt en op groote schaal verspreid onder de leden van het onderwijzend personeel.

Bovendien zal dat verslag, hetwelk uitgaat van een zeer bevoegd man, toegelicht en besproken worden op de paedagogische conferenties, die ieder kwartaal onder toezicht van de inspectie der lagere scholen gehouden worden.

B. — NORMAAL ONDERWIJS EN MIDDELBAAR ONDERWIJS.

Ten aanzien van deze twee takken van het onderwijs werden een heele reeks maatregelen door mijn voorgangers (de HH. Hoste en Victor de Laveleye) en mijzelf voorgedragen .

Hieronder volgt een opsomming van de voornaamste omzendbrieven aan de schoolbesturen van het lager en middelbaar normaal onderwijs en van het middelbaar onderwijs, met directe of indirecte betrekking tot het vraagstuk van de staatsburgerlijke opvoeding van jongens en meisjes :

- 21 September 1944;
- 25 November 1944, n^r 7 N/9380;
- 15 December 1944, n^r 8/9380/9514;
- 20 December 1944 n^r 3 P/13567;
- 28 December 1944, n^r 11 N/9514;
- 12 April 1945, E.P. E.M.;
- 5 Mei 1945, n^r 1906 M. 52;
- 17 April 1945, n^r 1906 M. 52;
- 19 April 1945, n^r 20 N. 10446;
- 24 September 1945, E.M.;
- 29 November 1945, n^r 1906/M/93.

Eerlang zal een zeer uitvoerige omzendbrief verzonden worden die eensdeels betrekking heeft op de invoering van een opvoedingscijfer en, anderdeels, op proefnemingen met een gemilderd algemeen autonomiestelsel voor de normaalscholen.

Deze laatste omzendbrief is in zeker opzicht een bijwerking van de vroegere waarin de aandacht van de leerkrachten in het bijzonder gevestigd werd op de beteekenis van hun taak als opvoeders, die scherp onderscheiden was van hun onderwijstaak, en waarin ook nader was aangegeven welke maatregelen den eerbied en de liefde voor het vaderland konden bevorderen (samenwerking

tusschen de leeraren van de verschillende vakken, de studiemeesters en de directies; groet aan de vlag; deelneming aan jeugdorganisaties en vooral aan scoutbewegingen).

Ten slotte legt het Departement thans de laatste hand aan een werkje over staatsburgerlijke opvoeding voor jeugdigen van 12 tot 15 jaar.

VRAAG N^r VII. — Hoeveel miljoenen worden er voorzien voor het herstel der schoolgebouwen beschadigd of vernield door sorlogsfeiten.

ANTWOORD.

Een krediet van 115 miljoen wordt uitgetrokken onder de rubriek «Ministerie van Openbare Werken » op de buitengewone begrooting voor 1945.

Dit krediet is bestemd voor het meest dringend herstel van schade aangericht door den oorlog aan de Staatsgebouwen in het algemeen.

Geenerlei bepaald procent wordt toegekend aan ieder ministerieel departement.

VRAAG N^r VIII.

Leeraars en agenten van het vrij technisch onderwijs hebben sedert twee of drie jaar nog hun wedde niet ontvangen en werden betaald door de inrichtingscomité's wier inkomsten zijn uitgeput of bijna. Waarom?

Deze scholen worden nochtans geïnspecteerd (nota van den verslaggever : Vermoedelijk geldt het scholen opgericht onder de bezetting en tot wier aanneming nog niet werd besloten).

ANTWOORD.

Het geldt personeel van inrichtingen opgericht sedert drie of vier jaar, waarvan de toestand werd onderzocht en goedgekeurd door de Secretarissen-Generaal kort vóór de bevrijding.

In deze voorwaarden zijn zij niet het voorwerp geweest van aannemingsbesluiten vanwege de Secretarissen-Generaal.

Nochtans, de meeste van deze scholen werden onlangs aangenomen bij besluit van den Regent; voor de overige zal dit eerstdaags geschieden, hetgeen aan het bestuur toelaat de toelage te doen uitkeeren.

In zijn vergadering van 27 Juli 1944 had de Dienst van het technisch onderwijs een zeker aantal instellingen aangenomen.

Wegens de gebeurtenissen kon deze beslissing niet worden omgezet in een besluit, hetgeen het verlenen van iedere toelage onmogelijk heeft gemaakt.

De bekrachtiging van al de aannemingen en herklasseeringen gedaan tijdens de bezetting is onderworpen aan de goedkeuring van het ministerieel comité van den Dienst van het technisch onderwijs; het doet vooreerst uitspraak over het geval van de instellingen aangenomen in Juli 1944. Voor sommige van deze gevallen werd er reeds een gunstige oplossing getroffen en bedoelde instellingen werden aangenomen bij besluit van den Regent. Een school moet vooraf worden geïnspecteerd vooraleer eventueel het voordeel eener aanneming te kunnen genieten. Het feit te worden geïnspecteerd beteekent dus niet noodzakelijk, dat zij Staatstoelagen moet ontvangen.

Om aangenomen te worden moet een instelling beantwoorden aan een klaar-
blijkend economisch belang.

VRAAG N^r IX.

Waarom werd het vrij technisch onderwijs — zooals het geval is geweest voor
het officieel technisch onderwijs — bij omzendbrief niet uitgenoodigd zijn
behoefden te doen kennen voor de verbetering van het materieel?

ANTWOORD.

Er werd vastgesteld dat bijna al de vragen om toelagen voor aankoop van
materieel werden ingediend door de inrichtingscomité's van de vrije technische
scholen.

Derhalve werd er geoordeeld dat het gepast voorkwam door het zenden van
een rondschrijven de aandacht der officieele instellingen van technisch onder-
wijs te trekken op de mogelijkheid zich kredieten te doen toekennen voor den
aankoop van materieel en te dien einde hun aanvragen aan het Bestuur te
doen geworden.

Buitengewone uitgaven voor 1944 :

Provinciale scholen	fr.	15,975
Gemeentelijke scholen		251,689
Vrije scholen		1,857,197

Totaal der uitgekeerde toelagen fr. 2,124,861
zegge meer dan 85 t. h. der toelagen ten bate van de vrije technische scholen.

In 1945.

Uit een vergelijkende tabel der buitengewone toelagen voor aankoop van
materieel, opgemaakt op 10 Juni 1945 door het Bestuur van het technisch
onderwijs, blijkt dat onder de 25 dossiers die waren of werden voorgelegd ter
onderteekening aan den Minister :

- 19 betrekking hadden op vrije scholen ;
- 2 op gemeentelijke scholen ;
- 4 op provinciale scholen.

Op denzelfden datum beliep het bedrag der begrootingstusschenkomsten
respectief :

- 2,553,000 frank ten bate der vrije scholen ;
- 147,320 frank ten bate der provinciale scholen ;
- 77,412 frank ten bate der gemeentelijke scholen.

Andere dossiers uitgaande van de vrije scholen stonden op het punt aan
den Minister ter onderteekening te worden voorgelegd.

Ten aanzien van deze wanverhouding was het van belang een billijker
verdeeling van de toelagen op dit gebied te verzekeren door de gemeentelijke
en provinciale overheden te verwittigen, zooals is geschied.

VRAAG N^r X.

Hoeveel heeft de toepassing van de wet Marck sedert 1937 gekost? En hoeveel werd er uitgegeven voor de wet Vanderpoorten?

ANTWOORD.

1. — De Minister van Financiën, bestuur der Thesaurie — Pensioenen, belast met de toepassing van de wet Marck, werd geraadpleegd omtrent de aanvullende uitgaven aan den Staat berokkend door de toepassing van deze wet en heeft verklaard dat hij deszake geen inlichtingen kon verstrekken.

Op grond van de wet van 10 Juni 1937 werden voor de berekening der pensioenen toelaatbaar verklaard de aangenomen en aanneembare gemeente-beambten van diensten die onder de vroegere wetten buiten aanmerking bleven. In alle dossiers van de sedert 1937 op pensioen gestelden moesten dus opzoekingen gedaan worden om die gevallen te ontdekken, waarin de wet van toepassing was. Bovendien moesten in voorkomend geval fictieve pensioen-grondslagen worden vastgesteld op den voet der vroegere wetten, ten einde het verschil met het werkelijke pensioen te kunnen berekenen.

2. — *Sommen op de begrooting van het Departement van Openbaar Onderwijs voor de toepassing van de wet dd. 17 Juni 1937 (zgn. wet Vanderpoorten).*

1938 —	Betaling der secretarissen-econoom fr.	395,000
	Artikel 7/14. — Koninklijke athenea en Rijksmiddelbare scholen. — Uitgaven voor materieel van allen aard, verzekeringen; gemeentelijke kostscholen, overgenomen krachtens de wet van 17 Juni 1937.	1,500,000
	Artikel 8/14. — Koninklijke athenea en Rijksmiddelbare scholen. — Kosten van prijsuitdeelingen en opvoedende uitstapjes; bijzondere prijs vanwege de Regeering	1,086,245
	Buitengewone werken. — Bouw, geschiktmaking, meubilering, verbouwing, nieuwbouw, grondaankoop, eereloon.	33,505,013
1939 —	Secretarissen-econoom fr.	431,000
	Artikel 7/14	16,249,500
	Artikel 8/14	11,285,000
	Buitengewone werken	17,119,683
1940 —	Secretarissen-econoom fr.	463,200
	Artikel 7/14	16,178,004
	Artikel 8/14	900,000
	Buitengewone werken	47,820
	+ sommen op de begrooting van Openbare Werken voor onderhoud van gebouwen en voor nieuwbouw.	
1941 —	Secretarissen-econoom fr.	470,200
	Artikel 7/14	2,124,701
	Artikel 8/14	8,182,000

1942	— Secretarissen-econoom	fr.	475,700
	Artikel 7/I4		2,290,360
	Artikel 8/I4		8,382,000
1943	— Secretarissen-econoom	fr.	592,000
	Artikel 7/I4		2,800,000
	Artikel 8/I4		7,300,000
1944	— Secretarissen-econoom	fr.	626,950
	Artikel 7/I4		3,750,000
	Artikel 8/I4		7,500,000
1945	— Secretarissen-econoom	fr.	546,950
	Artikel 7/I4		3,750,000
	Artikel 8/I4		7,500,000
			+ 2,000,000
			(amendement)

Uitgaven uitgetrokken op de begrooting van Openbare Werken.

Gewone begrooting :

	Normale uitgaven.	Oorlogsuitgaven.
1938 fr.	2,912,800	—
1939	-6,887,780	—
1940	4,703,057	449,934
1941	7,770,190	736,670
1942	4,398,860	119,077
1943	3,971,218	88,090
1944	3,671,204	764,575
1945	8,167,716	416,609
Totalen fr.	42,482,825	2.574,955

Algemeen totaal van de gewone begrooting : 45.057.780 frank.

Buitengewone begrooting :

1938 fr.	6,751,963
1939	4,992,043
1940	2,220,660
1941	12,411,446
1942	3,515,992
1943	2,778,038
1944	5,331,277
1945	1,258,478
Totaal fr.	39,259,897

Algemeen totaal : gewone + buitengewone = 84.317.677 frank.